

# AFRIC MANAGERS

N°29 / Février 2022

LE MAGAZINE DES MEILLEURS MANAGERS AFRICAINS

Afrique 3000 Fcfa - Europe 4,50 € - Monde 6 \$

## EUROPE

Tensions Ukraine-Russie  
**Poutine et Macron peuvent-ils  
s'entendre ?**



## RWANDA

**Paul Kagamé :  
la cause des  
coups d'Etats,  
la mauvaise  
gouvernance**



## Prix WAD USA 2022

**Michel Noufé,  
Savané Issiaka,  
Ousmane Guedou  
Elie, Sidiki Cissé,  
Tanny Guy-Christian,  
N'guessan Koffi Lataille,  
tous invités en Avril  
prochain à  
Washington DC**

## CÔTE D'IVOIRE

Conseil Regional du N'Zi  
**Les populations  
jugent N'Guessan  
Koffi Lataille**



# Personnalité de l'Année *Person of the Year*

## **AFRIC MANAGERS**

**COLONEL  
GUY-CHRISTIAN  
TANNY**

Directeur Général du  
fonds de Prévoyance  
Militaire

**COLONEL  
GUY-CHRISTIAN  
TANNY**

General Manager of  
provident fund  
Military



*Dans A.M. et nulle part ailleurs*



**AFRICA MANAGERS**

**L'huile de Palme Naturelle "Dan Gnon" 100% BIO**

- ▶ Très riche en Antioxydants
- ▶ Très riche en carotène
- ▶ Très riche en Vitamines A, E, K
- ▶ Facilite l'utilisation des nutriments
- ▶ Combat les maladies cardiovasculaires
- ▶ Detoxifie le foie
- ▶ Renforce le système immunitaire
- ▶ Un anti-poisson
- ▶ Vous assure une belle peau et de beaux cheveux.

► Pour bénéficier de ses atouts: Prendre 1 à 2 Cuillères vous est recommandé chaque jour.  
Évitez l'excès!

**Contactez Nous**

- +225 07 57 69 82 30
- +225 05 46 45 68 51
- +1 816 616 9920
- +336 41 51 77 12

48 Rue Castagnary  
75015 Paris



**GUEDOU OUSMANE ELIE**



**MICHEL NOUFE**

**20-24** Le Conseil Regional du N'Zi à la loupe

04 **L'Edito de Zephirin Zate**

05 **Les exclusifs** / Politique

12 **Les indiscrets**  
Economie, Société

38 **Sport / Football**  
Chelsea : Roman Abramovich devient le citoyen le plus riche... du Portugal !

04 / **SOMMAIRE**

**AFRICA MANAGERS** Le Magazine des Meilleurs Managers Africains  
POLITIQUE, ÉCONOMIE, CULTURE  
Fondé en France le 30 juin 2015 par **Zephirin Zate**

Édité par **WEST AFRICA DEVELOPMENT**

Siège social : France : 11 passage la porte comprise 9500 Cergy

Tél : +336620712284

Email : info@africa-managers.com

Facebook : africa managers

Tweeter : africa\_managers

Site web : www.africa-managers.com

Instagram : africa\_managers

Etats-Unis : 2611 Old Taneytown Rd Westminster Maryland 21158

Mobile : +12405056123

Côte d'Ivoire : 01 BP 5731 Abidjan 01

Tél : +225 07 07 41 38 10

Mobile : +225 05 44 81 30 64

**Directeur Général et de la publication :** Zephirin Zate

**Directeur Général adoint :** Ahoue Sonia Marie Adjoua Irina

**Actionnaire principal :** Zephirin Zate

#### RÉDACTION

**Directeur de la rédaction :** Michel Tiama

**Rédacteur en chef :** Kissi Jean Pierre

**Directeur des éditions :** Ohio Marie Grâce

**Directrice Marketing :** Nguiguessan Rachel Gogoua

**Secrétaire Général de rédaction :**

Kombe Mireille-Carine

**Secrétaire Général Adjoint de rédaction :**

Ruth Tania Kouahye, Ali Bakayoko

**Ont collaboré à ce numéro :** Ruth Tania, Hermann

Kouame, Narcisse Lolo

**Conseiller technique :** Ali Bakayoko, Narcisse Lolo

**Responsable France :** Jean Pierre Kissi

**Amérique :** Grâce Marie Ohio

**Côte d'Ivoire :** Cyriaque Gbea, Zohi Toussaint  
Nelson

**Chargés de missions :**

**Mise en page :** Rockville Printing & Graphics

**Impression :** 736 Rockville Pike, Rockville, MD 20852

**Téléphone :** 301 25 10 00 1 / **Fax :** 301 251 41 73

**Site web :** www.rockvilleprinting.com

### A LIRE PROCHAINEMENT

**Qui est Monsieur Touré Oumar, Président du Comité de Suivi de l'UNACOOPEC-CI ?**  
**Comment le Colonel Tanny Guy-Christian a gagné la confiance des mutualistes du Fonds de Prévoyance Militaire**

## EDITORIAL

### Monté en force des coups d'Etats / la Cedeao doit se réinventer



**C**rée le 28 mai 1975 à Lagos au Nigeria, la CEDEAO est une organisation à caractère économique. Aujourd'hui, son fonctionnement est mis à mal par des questions sécuritaires et des remous politiques.

La sous-région ouest-africaine est très éprouvée ces derniers mois. Et la CEDEAO, organisation sous-régionale créée pour réaliser l'intégration des peuples et des économies joue sa survie. C'est d'abord le coup d'État au Mali avec Assimi Goita. C'est ensuite un mois de septembre 2021 en Guinée avec le coup de force de Mamadi Doumbouya. Aujourd'hui, c'est Burkina Faso.

Qu'à cela ne tienne, la CEDEAO doit se redéfinir pour s'adapter aux aspirations des peuples ouest-africains et surtout au nationalisme poussé de la jeunesse. Aujourd'hui, ou plus que jamais, il est dans l'intérêt de la CEDEAO de mettre en priorité la diplomatie préventive. La meilleure façon de gérer les conflits, c'est de les prévenir. Un peu partout dans la sous-région, il existe des causes visibles sur lesquelles portent plus tard les renversements.

Il faut travailler honnêtement à créer un cadre propice à une résolution durable des causes des coups de force. La diplomatie préventive s'avère importante d'autant plus qu'une situation conflictuelle a plus de chances d'être résolue efficacement lorsque les médiateurs ou arbitres interviennent dans la phase de latence. Outre, la question du terrorisme aujourd'hui, pour laquelle la CEDEAO a désormais intérêt à avoir une politique commune de lutte, notamment la création d'une force spéciale antiterroriste, l'organisation gagnerait à se faire le porte-étendard des aspirations des peuples que celles des seules élites au pouvoir.

Aujourd'hui, plus que jamais, la CEDEAO doit faire du respect des constitutions, de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de la dignité humaine, des libertés individuelles et collectives une priorité. Tout cela ne peut se faire qu'en promouvant l'avènement d'institutions fortes qui vont au-delà des individus. Il faut renfoncer la lutte contre la corruption, les activités transfrontalières illicites, la marginalisation économique et la grande pauvreté. Si la faiblesse de la lutte contre le terrorisme a pu justifier certaines prises du pouvoir, la lutte contre le chômage généralisé des jeunes doit permettre à son tour de briser certaines poches de soutien aux activités terroristes.

**Zephirin Zate**

## Les Exclusifs /Lutte contre le terrorisme

### Côte d'Ivoire

# Lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du Nord : Patrick Achi à la manœuvre



Le Premier ministre ivoirien Patrick Achi, a procédé ce samedi 22 janvier 2022 au lancement de l'opération spéciale d'insertion des jeunes des zones frontalières dans la sous-préfecture de Tougbo, dans la région du Bounkani. Ce programme spécial d'appui à l'insertion des jeunes des zones frontalières «permettra d'offrir des opportunités de formation et d'insertion» à des milliers de jeunes ivoiriens a indiqué le site officiel du gouvernement ivoirien. Ce programme social s'inscrit dans le cadre de l'axe 1 du PsGouv 2.

Concrètement, au chapitre de "la lutte contre la fragilité des populations des zones frontalières", ce sont environ 42 801 jeunes qui bénéficieront de projets de réinsertion professionnelle d'un coût global de plus de 23 milliards de nos francs pour la période allant de 2022 à 2024.

Le gouvernement ivoirien prévoit également la mobilisation de 2000 volontaires qui assisteront les populations dans des domaines divers et variés comme l'aide à l'alphabétisation et à l'éducation des enfants, le profilage et l'identification des personnes déplacées, l'hygiène et la santé, l'aide dans la distribution de kits alimentaires... Ces volontaires seront recrutés dans les 5 régions couvertes par ce programme à savoir le Bounkani, le Tchologo, le



Poro, la Bagoué et le Denguelé. Près d'un milliard de FCFA est consacré à la mise en œuvre de ce projet au profit de ces volontaires. Pour ce qui est de la composante «insertion professionnelle et service civique» ce sont 594.856 jeunes qui bénéficieront du programme d'aide à l'insertion à travers la mise en place d'activités génératrices de revenus dans la période allant de 2022 à 2024.

Par ailleurs, 109 098 seront mobilisés pour la construction de 12 centres d'instruction civique dans les zones impactées par ce vaste programme pour un coût total de plus de 72 milliards.

A l'occasion du lancement de ce

programme, l'honorable Ouattara Oumar, député de Tehini a indiqué que 5.998 Burkinabè «fuyant le terrorisme ont trouvé refuge dans la sous-préfecture de Tougbo» dans la région du Bounkani. Il s'agit donc pour les autorités ivoiriennes de prendre le taureau par les cornes en occupant des milliers de jeunes à travers des activités qui leur permettent de gagner sainement leur vie et ne pas succomber à l'appel des oiseaux de mauvaise augure que sont les cellules de recrutement des groupes terroristes qui exploitent la misère des populations.

AG

## Côte d'Ivoire

## Le PDCI crée un «Centre International des Hautes Etudes Politiques»

De gauche à droite, 4<sup>ème</sup> le Ministre Ezan Akélé, Président de l'IFP-PDCI-RDA

Ce jeudi 13 Janvier 2022, de 11H à 13H, le Conseil d'Administration de l'Institut de Formation Politique du PDCI-RDA (IFP-PDCI-RDA), présidé par le Ministre Ezan Akélé, Vice-Président du PDCI-RDA et Président du Conseil d'Administration de l'IFP-PDCI-RDA, était en session de travail élargi au Directeur de l'Institut, le Ministre Gnamien Yao, Vice-Président du PDCI-RDA chargé des Grandes Conférences et Grand Conférencier du PDCI-RDA, à la Salle du Secrétariat Exécutif, à la Maison du Parti de Cocody.

Le Ministre Maurice Kakou Guikahué, Vice-président, Secrétaire Exécutif et Chef du Secrétariat Exécutif du PDCI-RDA, a présidé cette importante réunion du Conseil d'Administration, l'Institut de Formation Politique du PDCI-RDA étant placé sous sa tutelle technique.

Le Chef du Secrétariat Exécutif du PDCI-RDA a profité de la séance de travail pour saluer chaque membre du Conseil d'Administration de l'IFP-PDCI-RDA présent, les féliciter pour l'immense travail abattu depuis l'année 2021, année

de mise en place de cet Institut, leur présenter ses vœux de Nouvel An, et les vœux de Nouvel An du Président Henri Konan Bédié, et surtout leur porter le message du Président du PDCI-RDA.

Le Ministre Maurice Kakou Guikahué, au nom du Président Henri Konan Bédié, a salué la volonté de subdiviser l'Institut de Formation Politique du PDCI-RDA en deux grands groupes, dont « L'Ecole du Parti » pour la formation et le nivellement politiques exclusifs des cadres, militants et sympathisants du PDCI-RDA, et « Le Centre International des Hautes Etudes Politiques » qui sera ouvert à tous les Ivoiriens et à tous ceux désireux de parfaire leurs formations politiques et stratégiques, prolongeant ainsi la politique d'ouverture jamais démentie du PDCI-RDA et de son Président.

Le Chef du Secrétariat Exécutif du PDCI-RDA, au nom du Président Henri Konan Bédié, a aussi approuvé l'idée de la rédaction d'un « Règlement Intérieur » sous la conduite éclairée des juristes du PDCI-RDA, pour faciliter et conduire

le bon fonctionnement de l'IFP-PDCI-RDA, l'Institut étant déjà régi par les Statuts du PDCI-RDA.

Après quoi, pendant presque 2H, les Membres du Conseil d'Administration de l'IFP-PDCI-RDA ont planché sur les différentes questions inhérentes au Cadre organique de l'Institut.

Devant l'ampleur de la tâche et l'âpreté des débats, le Président du Conseil d'Administration, le Ministre Ezan Akélé, Vice-Président du PDCI-RDA, a suspendu les travaux pour qu'ils reprennent, le Jeudi 20 Janvier 2022 prochain, de 11H à 13H, à la Salle du Secrétariat Exécutif du PDCI-RDA. Le cadre organique de l'Institut de Formation Politique du PDCI-RDA reste donc en élaboration et devrait contenir des innovations majeures quant à l'évolution efficiente de l'IFP-PDCI-RDA.

A 13H, le Ministre Ezan Akélé, Vice-Président du PDCI-RDA et Président du Conseil d'Administration de l'IFP-PDCI-RDA, a mis fin aux travaux.

NL

## Les Exclusifs / Politique

### Côte d'Ivoire

# Réformes au PDCI, Bureau politique, Congrès en 2022 : Bédié à la manœuvre



**Ses dires, le 18 octobre 2021 au siège du PdcI-Rda, lors de la clôture du colloque ne sont pas restés lettres mortes. Le président Henri Konan Bédié, président du PDCI-RDA, a donné suite à sa volonté de créer d'autres structures afin de redynamiser le parti.**

**C**oup sur coup, il créa le 4 novembre un Conseil de surveillance et nomma comme président, N'dri Pierre Narcisse, son ex-directeur de Cabinet comme chef dudit Conseil. Il signa également une décision portant sur le fonctionnement de la Direction financière. Le 17 novembre, le président créa la Commission économique sociale et culturelle suivie le même jour d'une décision nommant les membres de

cette Commission.

Idem pour la Grande cellule de coordination de la communication. Jeudi 17 novembre 2021, le président, cette fois, réaménageait le Secrétariat exécutif avec des entrées et des sorties appréciables. Il y a aussi des nominations de vice-présidents. La boucle était ainsi bouclée pour ce qui est des annonces du 18 octobre 2021. Sans transition, le président Bédié présidera, demain mardi, l'investiture du Conseil de surveillance. Un événement qui a finalement occasionné le report de la 184<sup>e</sup> Session du Secrétariat exécutif, parce que se tenant le même jour et à la même heure. Certainement que l'investiture des autres structures suivront, car le Bureau politique est déjà annoncé pour le 9 décembre 2021. Cet

important rendez-vous situera, sans doute, la date du 13<sup>e</sup> Congrès du PdcI-Rda qui aura lieu en 2022. Les décisions du changement se multiplient et se succèdent au sein du parti doyen. Le président Bédié est à la manœuvre. Ses différentes décisions visent à relancer le PdcI-Rda pour les enjeux futurs.

Mais, comme en de pareilles circonstances, toute création de structures, toute nomination ne fait jamais l'unanimité, surtout quand il s'agit des hommes et des femmes militants qui se sont donné à fond pour le parti. Il va sans dire qu'il y aura des frustrations (tant contenues que mal contenues). D'aucuns craignent la léthargie quant aux doubles-emplois, aux cumuls de postes, à la puissance subite de certains et à d'autres facteurs qu'on n'aurait pas prévus. Tout cela pour dire qu'il peut y avoir des réglages à faire et ils doivent être faits avant le Congrès, sinon avant le Bureau Politique pour éviter que ces grand-messes des militants ne se transforment en règlements de situations. Le Président Bédié a fait ce qu'il avait à faire en faisant confiance à ses collaborateurs, en mettant en mission des militants de toutes les contrées, il appartient désormais à ceux à qui incombe le suivi de ces nominations de faire en sorte que la volonté du président de voir le parti plus dynamique ne soit un vœu pieux.

Mieux, il faut que ceux qui sont autour du président ne trouvent pas, dans ces nominations, un chèque en blanc leur permettant de vouloir marcher sur les autres et de vouloir leur imposer des desideratas personnels qui n'ont rien à voir avec la marche du parti telle que voulue par le président. Les militants qui espèrent des lendemains meilleurs pour le PdcI-Rda espèrent plus sur certains points. Notamment, les préparatifs des élections, dont le poste au Secrétariat exécutif, n'existe plus.

**Source Afriksoir**

**Côte d'Ivoire**

Crise post-électorale de 2010-2011

**Le Président Gbagbo raconte son assassinat manqué**

**Le président Laurent Gbagbo est sans aucun doute un miraculé de la crise post-électorale de 2010-2011. La raison, toutes les conditions de son assassinat, étaient réunies. Dans son livre "Libre, pour la vérité et la justice" co-écrit François Mattei, le président Laurent Gbagbo y raconte aux pages 220 et 223 comment les forces françaises ont manqué de l'assassiner.**

**L**es lignes ci-dessous finiront de convaincre les plus sceptiques quant à la volonté de ses ennemis d'en finir avec lui en avril 2011.

« Le bombardement de la résidence que beaucoup confondent avec le palais présidentiel, a commencé le 31 mars. Je ne sortais plus, je vivais dans le tunnel blindé construit par Houphouët pour permettre au Président de gagner en vitesse la résidence de l'ambassadeur de France en cas de coup d'État. Tout un symbole...

Le tunnel avait été muré. Au moment de l'intervention des forces françaises, je l'ai fait vérifier. Je ne voulais pas risquer une attaque par là, et elle n'a donc pas eu lieu, contrairement à ce qui a été écrit. Ce qui est vrai, c'est qu'il y avait des militaires français positionnés dans la résidence de l'ambassadeur de France, à quelques mètres de nous. Ils tiraient sur les occupants de la résidence présidentielle, quels qu'ils soient.

Des cibles faciles. Nombreux ont été les civils tués ou blessés par ces francs-tireurs. Et il y avait des tireurs embusqués sur le toit de la résidence du président de l'Assemblée nationale, Mamadou Koulibaly, qui ne s'y trouvait heureusement plus. Nous avions des provisions, de quoi tenir longtemps.

Désiré Tagro, secrétaire général à la présidence, est venu me dire, au soir du samedi 9 avril, que Gérard Longuet, le ministre de la Défense de Sarkozy m'avait appelé. En fait, il s'agissait d'un coup de fil de Charles



Millon, qui avait demandé mon contact pour le compte de Longuet. Je suis monté dans ma chambre, où j'ai pu prendre une douche, faire ma toilette, et changer de vêtements. J'ai dit à Tagro de rappeler Millon pendant ce temps.

Mon aide de camp m'a informé que mon Premier ministre et le patron de Petroci (la compagnie pétrolière nationale de Côte d'Ivoire) voulaient me parler. J'ai eu mon ministre en ligne, et ensuite, j'ai parlé au président du Ghana John Atta-Mills. C'était un bon copain et il m'a rasséréiné. J'étais en train de parler au directeur de Petroci, quand une bombe est venue frapper le bâtiment et exploser très exactement au-dessus de ma tête. Sans doute un repérage grâce à ma communication téléphonique. En tout cas, je n'ai jamais eu Longuet. Les frappes étaient destinées à tuer. J'aurais été présenté comme un dommage collatéral, pas comme une cible directe, sans doute. Les forces gouvernementales se battaient. Elles reprenaient les positions rebelles.

Oui, l'armée ivoirienne avait le dessus, mais chaque fois qu'elle

obtenait un résultat, une avancée, l'aviation française venait la bombarder. Mon ancien ministre des Affaires étrangères s'est réfugié à ce moment-là à l'ambassade de France : ils ont cru que je l'avais envoyé pour négocier... Il n'y avait aucune arme lourde à la résidence de Cocody.

C'est pourtant la raison qui a été invoquée pour bombarder la résidence, où s'étaient réfugiés une centaine de civils : tous ceux parmi mes ministres ou amis qui croyaient être plus en sécurité chez moi que chez eux, les pauvres ! En plus de ma famille, il y avait des gens âgés, des enfants, des bébés, des adolescents. Parmi eux, la sœur du footballeur Basile Boli, qui s'occupait d'une association caritative en faveur des enfants de policiers. Il y en avait aussi au dehors, autour de la résidence, et beaucoup ont été tués.

Des avions français gros porteurs sont arrivés à Abidjan avec des chars, dans la nuit du 2 au 3 avril 2011 et ont débarqué soldats de la Légion étrangère, et du matériel de combat, dont des blindés. Les soldats sont allés stationner dans le camp français proche de l'aéroport. Des gens nous téléphonaient de leur portable pour nous renseigner sur les mouvements des blindés. Le nombre des hélicoptères de combat français a lui aussi augmenté.

C'est en connaissance de toutes ces informations, et non pour politiser le débat, ou me faire plaindre, que j'ai pu affirmer dans ma dernière interview – je l'ai donnée par téléphone à la chaîne française LCI, le mardi 5 avril – que la France venait d'entrer en guerre "directement" contre nous à Abidjan. Avant, elle l'était déjà, mais de façon indirecte, en transportant les troupes rebelles d'un point à un autre de la ville, en les armant, en leur donnant des munitions. J'ai dit au journaliste Vincent Hervouët que mon objectif n'était pas de mourir, et que je ne voulais que la vérité des urnes. J'ai parlé de négocier, je n'ai pas appelé à la guerre. →



## Côte d'Ivoire

Crise post-électorale de 2010-2011

## Le président Gbagbo raconte son assassinat manqué



«Vous allez vous battre dos au mur?» m'a demandé le journaliste, toujours dans cette logique qui me présentait comme "celui qui s'accroche au pouvoir" : j'ai répondu que je ne me battais pas, que je me défendais, que je n'avais jamais été dans ma vie un fauteur de guerre, de guerre civile, ou de coup d'État. Pour ça, ai-je dit, il faut regarder de l'autre côté. Je lui ai fait part de l'incompréhension qu'était la mienne devant les agissements des Autorités françaises. Pourquoi faire intervenir de manière si violente l'armée française contre les forces gouvernementales alors qu'il s'agissait de régler un litige électoral, ce qui aurait pu être fait par un simple recomptage des votes. Pourquoi bombarder la résidence d'un Chef d'État ?

Pourquoi détruire la radio-télévision nationale ? Ce que j'ai réclamé pour finir, c'était, une fois encore, la vérité des urnes. Parce que là est la question : qui a gagné ces élections ? Un cessez-le-feu militaire était

encore possible, je voulais un dialogue politique. J'étais bien le seul. En face, ils voulaient la guerre. Moi, je n'ai jamais eu de fusil dans les mains – sauf pendant mon service militaire ! –, je n'ai jamais utilisé les armes. Depuis les premières attaques des rebelles en 2000 nous n'avons jamais été à l'origine des violences.

Entre-temps, j'ai reçu un message le 8 ou le 9 nous indiquant que des soldats français étaient montés à la tour de contrôle de l'aéroport. À une femme qui était là en service, ils ont demandé : « Vous êtes pro-Gbagbo ou pro-Ouattara ? » C'était une femme sensée, et bien informée, elle a répondu intelligemment.

Vers le dimanche 10 avril, les officiers m'ont dit : « Président, on ne peut plus tenir. Nos équipements sont détruits, nos hommes sont morts. » Je leur ai dit : « Mettez tous vos vies à l'abri. » Le patron militaire du Plateau, ainsi que celui qui commandait à la résidence sont allés voir l'ONU, pour leur

remettre leur mission : la protection des civils et des bâtiments.

J'ai compris que c'était fini. Le 11 avril au matin, arrive un coup de fil de Port-Bouët, où se trouvent un aéroport et un camp militaire français, pour nous dire que cinquante blindés français sont sortis et font route dans notre direction. Ils sont arrivés peu après, ont pris position autour de la résidence.

Les hélicoptères français ont mis le feu à l'intérieur de la résidence en tirant des munitions incendiaires, des murs sont tombés, la bibliothèque a été entièrement détruite. Ma collection de livres classiques est partie en cendres. C'est devenu tout de suite intenable pour les familles et les civils qui étaient regroupés là. Il n'y avait plus aucun militaire. Nous sommes tous descendus en sous-sol dans des abris plus sûrs, même s'il y avait partout une fumée qui rendait l'air irrespirable.

Des militaires français sont venus devant le portail, un de leurs chars l'a défoncé à coups de canon. Il y a eu ensuite des coups de feu, des rafales, et dans la fumée, j'ai entendu : « On veut Gbagbo ! On veut Gbagbo ! »

Avec nous, dans une petite pièce plongée dans l'obscurité, il y avait la mère de mon ministre Sangaré, une femme de quatre-vingt-dix ans, des enfants de quatre ans, de sept ans, et un bébé. Les rebelles sont descendus en tirant. « On veut Gbagbo ! » Je me suis levé : « C'est moi Gbagbo. » Ils m'ont saisi. J'ai reconnu Wattao. Il a dit : « Il ne faut pas le toucher. »

Il y avait aussi Ouattara Morou, Cherif Ousmane, beaucoup de chefs rebelles. Ma chemise étant déchirée, j'ai demandé qu'on m'en donne une autre, c'est Wattao qui me l'a apportée. Pendant que je changeais de chemise, j'ai été filmé. Comme je l'ai dit, toujours par des caméras de l'armée française. Depuis le début, tout était filmé par les soldats français, tout jusqu'à la fin... »

MK

**Jeune Afrique passe au peigne fin un des fidèles lieutenants de Bédié**

**H**enri Konan Bédié est le président du PDCI-RDA. Il est entouré de plusieurs cadres dans la gestion du plus vieux parti politique de Côte d'Ivoire. Plusieurs vice-présidents sont nommés pour parfaire la gestion du parti. Et parmi ces vice-présidents, il y a Georges Philippe Ezaley.

Le journal panafricain Jeune Afrique a braqué son projecteur sur ce cadre du PDCI-RDA nouvellement nommé. Ainsi, selon le journal, Georges Philippe Ezaley est né à Grand-Bassam d'une mère commerçante et d'un père bijoutier – qui fut par ailleurs roi des Nzema de Abrodiemu, au Ghana, de par sa lignée matriarcale –, Georges Philippe Ezaley est l'aîné d'une fratrie de cinq frères et sœurs.

Élève brillant, surnommé « Big Modjo » par ses camarades, Ezaley obtient un Bac E (mathématiques et techniques) au lycée technique d'Abidjan, où il est major de sa promotion. Il y étudie au même moment que Pascal Affi N'Guessan, futur président du Front populaire ivoirien (FPI), Hubert Oulaye, désormais directeur exécutif du Parti des peuples africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI, de Laurent Gbagbo), Amadou Soumahoro, actuel président de l'Assemblée nationale, et Théodore Mel Eg, qui deviendra maire de Cocody (il est décédé en 2019).

Nous pouvons donc dire que c'est la génération de Georges Philippe Ezaley qui est aux affaires en ce moment puisque tous les cadres cités plus haut sont des personnalités politiques hautement placées dans l'administration ivoirienne.

**Source JA**

**Côte d'Ivoire**

Congrès constitutif de l'Union du Grand Nord (UGN)

**Abou Gbané, élu tout premier Président**

**A**nnoncée en grande pompe depuis quelques semaines auparavant par ses initiateurs, l'Union Fraternelle des cadres et élus pour le développement du Grand nord (Ugn) est effectivement née le 13 novembre 2021, à l'Université

Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo. Ils étaient nombreux ce jour, ces fils et filles du Grand nord qui se sont donné rendez-vous pour porter sur les fonts baptismaux ce nouvel outil de développement de leur région. Plusieurs cadres et personnalités comme les ministres d'État Téné

Birahima Ouattara y ont pris part. Après les conclusions de l'Assemblée Générale constitutive, sur proposition du comité des sages dirigé par le Pr Saliou Touré, c'est Abou Gbané, administrateur des services financiers, cadres de la région du Gontougo qui a eu la faveur des congressistes qui l'ont élu par acclamation, président de l'IGN. Dans son allocution, il a remercié les participants à ce congrès pour l'honneur qu'ils lui ont fait en le choisissant mais il a surtout décliné sa vision du développement du Grand nord. Il est sans conteste que la priorité sera accordée sur la lutte contre la pauvreté, la création de richesse par la transformation des produits locaux, l'amélioration de l'éducation, de la formation et de l'Apprentissage, la modernisation de l'agriculture, la promotion de la culture, de l'artisanat et de la préservation de l'Environnement. Ces priorités étant définies dans un plan stratégique de développement (Psd) cohérent va se faire de manière inclusive. Pour ce faire, il compte sur l'Union de tous les fils et filles du nord pour gagner cette bataille du développement.

Ali G

**ABOU GBANÉ, un homme de devoir et d'action**

En confiant la destinée de cette nouvelle association qui se veut un cadre fédérateur pour consolider les liens entre les filles et fils du Grand nord et surtout moteur du développement à Abou Gbané, les congressistes ont vu juste. Personnage, semble-t-il inconnu du grand public, moins ancré dans la politique, très sobre et même effacé, demeure pourtant de l'avis de tous, un modèle parfait de bosseur patenté. Tous ceux qui l'ont connu et fréquenté sont unanimes sur ses qualités

indéniables d'homme de sérail qui allie brillamment intelligence et dévouement. En tant qu'administrateur des services financiers et cadre du Trésor, il a géré les dossiers importants du pays en matière des finances. C'est évident que les défis à relever qui l'attendent sont nombreux mais il a pour atout son expérience, son relationnel, sa capacité d'écoute, d'adaptation et son esprit d'équipe. Car il s'agit pour lui, d'élaborer un plan d'action qui prend en compte les besoins des

populations en matière d'infrastructures primaires. Tout compte fait, l'objectif in fine est de faire du Grand nord un véritable pôle de développement et en la matière, Abou Gbané est apte sur le plan professionnel et intellectuel pour jouer le rôle de catalyseur et d'architecte. Pour cela il peut compter sur les cadres comme .....qui composent son bureau en particulier et sur tous les autres de cette partie septentrionale du pays en général.

Ali G

**Côte d'Ivoire****Tidjane Thiam se dévoile dans un livre : "Je me suis toujours senti complètement ivoirien"**

**Africa Intelligence, ex-Lettre du Continent révèle la sortie d'un livre autobiographique de l'ancien directeur général du Crédit Suisse, Tidjane Thiam.**

**A** en croire Africa Intelligence, ex-Lettre du Continent, l'ancien directeur général du Crédit Suisse, Tidjane Thiam aurait transmis aux éditeurs une œuvre autobiographique retraçant son enfance en Côte d'Ivoire.

« Alors que le président du conseil d'administration de Crédit suisse, António Horta-Osório, a démissionné en début de semaine, l'ex-PDG de la banque, Tidjane Thiam, lui aussi contraint au départ en février 2020, a approché plusieurs éditeurs pour publier ses mémoires, dans lesquelles il compte faire une large part au récit de son enfance en Côte d'Ivoire. "Je me suis toujours senti

complètement ivoirien", écrit notamment Tidjane Thiam dans le chapitre soumis, via son agent, à ses potentiels éditeurs. », annonce l'ex-Lettre du Continent.

Et Africa Intelligence, ex-Lettre du Continent de signifier que le projet soumis aux éditeurs ne mentionne nullement sa reconversion politique mais plus ses souvenirs d'enfance et celle de sa mère l'orientant dans ses décisions politiques.

« Le projet, dans sa forme soumise aux éditeurs, n'aborde pas la question, régulièrement évoquée au sujet de Thiam, d'une éventuelle reconversion politique. Dans son futur livre, Thiam raconte au contraire comment sa mère l'a toujours tenu éloigné de la cour d'Houphouët-Boigny, tout en affirmant, au détour d'un paragraphe, que le général Robert Guei lui avait proposé d'être secrétaire général de la présidence

après son coup d'Etat de décembre 1999, proposition qu'il aurait refusée. », souligne Africa Intelligence.

Poursuivant Africa Intelligence ex-Lettre que signale l'ancien ministre met en exergue plus le parcours de sa mère, son père et son immigration en terre ivoirienne.

« Le financier revient longtemps sur l'itinéraire de sa mère, nièce de l'ancien président Félix Houphouët-Boigny, ainsi que sur celui de son père, né au Sénégal (son oncle Habib Thiam fut ministre de Léopold Sédar Senghor Léopold Sédar Senghor) avant d'immigrer avec sa femme à Abidjan pour devenir directeur de la télévision nationale puis ministre de l'information. », fait savoir Africa Intelligence ex-Lettre du Continent.

**MK**

## Les Exclusifs / Société

### Côte d'Ivoire

# Portrait : Joséphine Adiey Sidibé, nouvelle DG : une professionnelle à la tête de la SMB

**D**epuis le 6 août 2021, c'est elle qui a tenu les rênes de la Société Multinationale des Bitumes (SMB) filiale de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) spécialisée dans la production et la commercialisation de bitume en Afrique. Succédant à ce poste Doumbia Mamadou. Dans les faits, elle devient ainsi la première femme à diriger cette société créée en 1976 par la PETROCI sous l'initiative du président Félix Houphouët-Boigny. La nomination de cette femme cadre bien avec l'adage qui dit : " l'homme qu'il faut à la place qu'il faut " pour avoir débuté dans les milieux des banques. En effet, sa carrière, elle l'a commencée au sein de la Société Générale Côte d'Ivoire en qualité de " Fondée de Pouvoirs ", après un stage à la Société Générale France au département monétaire, ironie du sort ou changement de parcours professionnel, Joséphine ADIEY SIDIBE, se retrouve dans le secteur pétrolier en 1991, année où elle fit son entrée à la SIR en tant que " cadre trading/opérations ". Au sein de cette société dans laquelle elle cumule plus de 30 années d'expérience, elle a gravi peu à peu les échelons, passant de chef du service administration des



ventes en 1995 à chef du département commercial 5 ans plus tard, après avoir été responsable Service Contrôle de Gestion et de Trésorerie entre 1998 et 2000. En 2007, Joséphine ADIEY SIDIBE gravit de galons et est hissée à la

tête de la direction commerciale et Economique de la SIR, poste qu'elle occupa pendant 14 ans avant d'être cooptée début août 2021 pour diriger la SMB.

Ali G

## Joséphine Adiey Sidibé Digest

**D**iplômée de l'Ecole supérieure de commerce d'Abidjan (ESCA), option marketing, cette polytechnicienne a suivi une formation intensive en anglais à la Brighton Polytechnique Falmer, au Royaume Uni. La SMB : une Entreprise en net progression Avec un chiffre d'affaires qui a passé le cap des 100 milliards FCFA en 2018, la SMB, fleuron de l'industrie ivoirienne qui exporte sa production de bitume en Afrique de l'Ouest et du Centre, est une

entreprise publique solide qui réalise des résultats remarquables. En croissance continue, le résultat net avait atteint 7,88 milliards FCFA en 2018. Une progression interrompue en 2019, une année marquée par une importante panne intervenue au niveau des équipements de production, ce qui avait ramené le bénéfice à 58 millions FCFA. Mais en 2020, SMB renouait avec une forte hausse de son bénéfice qui a atteint un niveau record de 9,4 milliards FCFA. La dynamique s'est maintenue en

2021. Au 3ème trimestre dernier, la société annonçait un résultat net de 6,36 milliards FCFA en hausse de 7%.

Evolution du cours de l'action SMB à la BRVM

A la BRVM, l'action SMB est très plébiscitée par les investisseurs. En progression depuis avril 2021, le titre clôturé ce 12 janvier à 7 080 FCFA a engrangé 141,64% de plus-value sur 1 an.

Ali G

**Côte d'Ivoire****En exil à La Haye : Blé Goudé change de lieu de résidence**

**L**e cas Blé Goudé suscite encore, aujourd'hui, certaines interrogations chez plusieurs personnes. En effet, bien qu'acquitté définitivement par la CPI des accusations de crimes contre sa personne, l'ex-général de rue, monsieur Charles Blé Goudé est toujours sur le sol Hollandais, précisément à La Haye, en attente de la délivrance de son passeport. Cependant, selon le site Afriksoir qui cite Jeune Afrique, Blé Goudé aurait plié bagage de sa chambre d'hôtel, et serait désormais logé dans un appartement.

C'est une nouvelle qui réjouit plus d'un, à l'idée de pouvoir visiter plus facilement maintenant Blé Goudé, qui est désormais locataire d'un appartement en bon et due forme. Afriksoir qui cite Jeune Afrique, fait

savoir que le général de la jeunesse ivoirienne reçoit régulièrement de la visite. Des camarades et sympathisants ivoiriens, évidemment, mais aussi des artistes zouglou genre musical qu'il affectionne particulièrement, comme Bilé Didier ou Petit Denis », a pointé le journal.

Poursuivant : « Des représentants d'autres pays africains viennent également le voir. Parmi ses contacts, l'opposant sénégalais Ousmane Sonko, qu'il espère bientôt rencontrer. L'ancien syndicaliste étudiant continue, par ailleurs, « à peaufiner » son projet de société. À 50 ans, qu'il a fêtés le 1er janvier, il n'a pas renoncé à ses ambitions, loin de là ».

Notons qu'à l'occasion de 50ème anniversaire, celui-ci a posté sur sa

page Facebook ce message : 50 ANS, un demi-siècle, beaucoup de douleurs, d'épreuves, mais que d'expériences qui délivrent des diplômes de maturité !! Merci à tous pour votre soutien !! Ensemble nous venons de loin, Ensemble nous irons loin. Désormais, c'est B-50" . Ainsi pour JA Blé Goudé entend toujours faire de la politique et compte bien, une fois rentré en Côte d'Ivoire, y jouer les premiers rôles. Car dit-il : « Je ne doute pas de mon avenir. Mon tour viendra ». Toujours est-il que, l'ex-ministre de la jeunesse du Président Laurent Gbagbo n'est cependant toujours pas en possession de son passeport qui doit lui permettre de regagner les abords de la lagunes Ebrié.

**Source ON**

## Les Exclusifs / Société

### Côte d'Ivoire

# 26<sup>ème</sup> édition du Prix WAD USA 2022, voici les personnalités attendues à Whashington DC en avril prochain

**Savane issiaka**, Directeur Général de l'Unacoopec-ci, homme pragmatique bosseur, il a hissé l'Unacoopec-ci à un point tel que cette microfinance créée en 1976



reste toujours la meilleure en Côte d'Ivoire et même dans l'espace UEMOA. Il reçoit donc un prix en avril prochain à Washington DC.

**Noufé Michel**, Directeur des Moyens Généraux du Trésor, pur produit du trésor, Michael, comme l'appellent ses fans ne ménage aucun effort pour faire son boulot. Toujours à la tâche pour le travail bien fait, affable et généreux, il apparaît comme un des cadres très accessibles tant dans sa région que sur le plan national. Il fait partie des nominés.



**Guedou Ousmane Elie**, DG de Matca. Jeune cadre brillant, c'est le plus jeune dirigeant de cette structure depuis sa création. Nommé, il y a peu, tout le monde s'accorde à dire qu'il est l'homme des réformes. Et cette réforme parle aujourd'hui pour lui avec gestion positive.



**N'Guessan Koffi Lataille**, un développeur par excellence.

Il est le secrétaire d'État chargé du logement social. A ce titre, il a entamé certaines réformes aussi novatrices et ambitieuses qui vont permettre aux travailleurs moyens de l'Administration, du privé et secteur informel à acquérir une



maison. Le gouvernement en créant ce département à côté du Ministère de la Construction et de l'Urbanisme veut prendre à bras-le-corps le problème crucial de manque de logements pour les personnes moins nanties. Avoir un toit à son propre compte est impossible pour tous les citoyens qui ont des revenus faibles, le logement social s'impose donc comme la solution idéale. Le Chef de l'État a, comme le dit l'adage " le compas dans l'œil " en confiant ce portefeuille à un bâtisseur.



**Côte d'Ivoire****26<sup>ème</sup> édition du Prix WAD USA 2022, voici les personnalités attendues à Whashington DC en avril prochain**

**Tanny Guy Christian**, l'homme providentiel des militaires et gendarmes.

Depuis sa prise de fonction en tant que Directeur Général du Fonds de Prévoyance militaire, le Colonel Tanny Guy Christian a entrepris de grandes réformes pour l'épanouissement de ses assurés particuliers. Les hommes en tenue n'en demandaient pas mieux, eux qui ont tant souffert des difficultés pour être pris en charge en cas de maladie, de retraite ou de postuler aux projets immobiliers. C'est donc un grand ouf de soulagement pour ce corps important des FDS. En

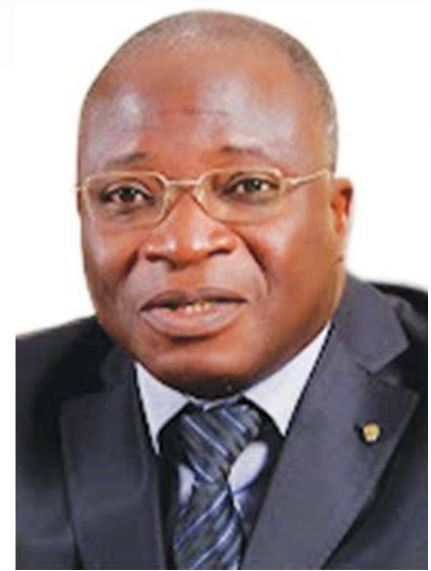


effet, ils se réjouissent dans leur grande majorité des prestations du Fonds de Prévoyance Militaire. Ils sont satisfaits des actions posées par la Direction Générale. Cela est à mettre à l'actif du Colonel Tanny Guy Christian, homme de l'année..

**Sidiki CISSÉ**, DG de Anader

L'homme qui est en phase avec nos paysans.

Dr Cissé Sidiki, c'est bien son titre, ce titre suffit à lui seul pour être situé sur les compétences de ce brillant technocrate qui occupe depuis 2011 les fonctions de Directeur Général de l'Agence Nationale du Développement Rural "ANADER". Si cette Entreprise d'État se porte bien c'est grâce à la dextérité de son premier Responsable qui travaille d'arrache-pied pour le bien-être du monde paysan ivoirien. L'ANADER est sans équivoque une référence dans le secteur agricole à l'échelle nationale et internationale par la volonté de Cissé Sidiki homme de séraïl qui a compris la nécessité de se rapprocher de tous les producteurs de manière générale. Il est sans conteste, évident que l'essor que connaît la Côte d'Ivoire dans le domaine agricole surtout dans le cacao culture, l'acajou et le coton sans oublier les autres



produits comme la banane, le café, le cola, le palmier à huile est à mettre au compteur de l'Anader. Cette structure d'État joue véritablement son rôle d'encadrement, de Conseil et de Suivi des paysans. Elle est même en avance en matière des recherches pour de bonnes productions. Il faut s'appeler Dr Cissé Sidiki pour être à la tâche à la tête de l'Anader. Quand on a cette expertise comme lui, on ne peut que glaner des lauriers.

**A. Bakayoko**





## Les Indiscrets / Diplomatie

### Côte d'Ivoire

# Le jour où Georges Ouégnin est devenu directeur du protocole de la Présidence



**P**résumé souvent comme Syro-libanais, il est né, le 13 juin 1934, en Turquie, à Alexandrette d'une mère française d'origine arménienne nommée la ménagère Marie Avédikan et d'un père ivoirien d'origine, François Ouégnin, greffier au palais de justice. Le nom de L'ambassadeur Georges Ouégnin est associé à celui du père fondateur, Félix Houphouët Boigny.

Après des études, très vite, Georges Ouégnin devient chef du service contentieux et délégué du personnel chez Renault, à Abidjan. A 26 ans, il était admiré par Houphouët-Boigny, qui l'adopte et lui propose un poste d'ambassadeur au Nigeria, au Ghana ou au Liberia. Cela, après l'indépendance de la Côte d'Ivoire en 1960. Mais contre toute attente, il décline l'offre et choisi de rester à Abidjan.

Georges Ouégnin l'a mentionné dans le New York Times. Le président Houphouët voulait originellement le nommer ambassadeur au Nigeria, proposition à laquelle il était ouvert, mais a suggéré au président Houphouët sa profonde volonté de servir son pays nouvellement indépendant en restant en Côte d'Ivoire, proposition qui a rencontré l'assentiment du président Houphouët qui a fait de lui le



premier directeur du protocole d'État de la Côte d'Ivoire.

En effet, le père fondateur cherchait un interprète en anglais pour le Premier ministre nigérian en visite à Yamoussoukro.

Le rôle de M'Bahia Blé Kouadio, ancien ministre des Forces armées, de la jeunesse et du service civique. C'était le lendemain de Noël, on ne pouvait trouver personne au ministère des Affaires étrangères, le député M'Bahia Blé Kouadio contacte Georges Ouégnin, 26 ans, bilingue, responsable du contentieux chez Renault Côte

d'Ivoire.

Après un refus, Georges finit par accepter la mission et se rend à Yamoussoukro.

Houphouët convaincu par l'interprétariat de ce dernier, décide de l'embaucher à la Présidence. Le 13 janvier 1961, le conseil des ministres examine et entérine la nomination de Georges Ouégnin comme directeur du protocole. Après 40 années passées au protocole d'État, en janvier 2001, il part à la retraite.

**Hermann Kouamé**

**Côte d'Ivoire****Alors que des structures publiques sont l'objet d'audit, une mission du FMI annoncée à Abidjan**

**M**ercredi 12 janvier 2022 s'est tenu un conseil des ministres sous la présidence du Président de la République, Alassane Ouattara. Au terme de ce conseil, le communiqué rendu public par Mamadou Touré, ministre de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique, par ailleurs Porte-parole Adjoint du Gouvernement annonce une mission du Fonds Monétaire International (FMI) à Abidjan.

Cette mission est attendue sur les bords de la lagune Ebrié à partir du 26 janvier jusqu'au 03 février 2022. Le communiqué du Conseil des ministres indique également que l'objet de cette mission s'inscrit « dans le cadre du suivi post-programme ». Concrètement, il s'agira pour cette mission de « collecter les données économiques récentes, d'analyser

les perspectives de croissance et de développement, et de définir les appuis techniques et financiers requis pour la mise en œuvre de la stratégie de développement socioéconomique à moyen terme planifiée par le Gouvernement » explique le gouvernement.

Cette mission intervient dans un contexte, où des missions d'audits ont mis en lumière des pratiques de mauvaises gestion avec à la clé des soupçons de détournements massifs de deniers publics par certains responsables en charge de l'administration de ces structures publiques. Alors que le citoyen lambda, par ailleurs contribuable, n'a toujours pas connaissance de l'ampleur du mal et surtout des montants exacts qui ont été l'objet de détournement parce que les résultats des audits n'ont toujours pas encore été rendus publics, la venue de cette mission est

l'occasion de lever un pan de voile sur les résultats de ces audits.

Ces contrôles initiés par le gouvernement n'ont-ils pas été commandités en réalité en sous-main par cette institution financière ? Il est clair qu'avant « de définir les appuis techniques et financiers requis pour la mise en œuvre de la stratégie de développement socioéconomique à moyen terme planifiée par le gouvernement » les autorités ivoiriennes devront montrer patte-blanche et la délégation venue du FMI voudra naturellement s'enquérir du bon usage qui a été fait des financements antérieurs avant de délier à nouveau la bourse et peut être que les ivoiriens en sauront un peu plus quant aux résultats de ces audits qui continuent de faire couler beaucoup d'encre et de salive.

**Source ON**

## Les Exclusifs / Société

### Côte d'Ivoire

# Fonds de prévoyance militaire - FPM : Des chèques d'une valeur de 1,5 milliards de francs CFA remis à 324 gendarmes et militaires retraités



**Le Colonel Guy-Christian Tanny DG du fonds de Prévoyance Militaire au milieu entre deux agents retraités tenant en mains propres leurs chèques**

**L**e Fonds de Prévoyance Militaire a procédé, vendredi 7 janvier 2022, à l'hôtel Palm club d'Abidjan-Cocody, à la remise de chèques à 324 gendarmes et militaires admis à la retraite le 31 décembre 2021. Le montant de cette opération qui s'élève à 1,5 milliards de francs CFA s'inscrit dans le cadre du Plan Epargne Retraite Mutualiste (PERM). Une cérémonie qui se tient désormais quelques jours après le départ à la retraite des mutualistes grâce à la bonne gestion de l'équipe dirigeante avec à sa tête le Colonel TANNY Guy-Christian.

Depuis sa nomination en janvier 2019, en effet, le Colonel Tanny Guy-Christian a mis en œuvre des réformes et une politique rigoureuse dans la gestion des ressources de l'outil social des militaires et gendarmes. Ce faisant, chaque année, il honore l'engagement du FPM vis-à-vis de ses membres admis à la retraite à travers la remise de chèques devenue désormais une tradition. Les longues attentes sont désormais un vieux souvenir, permettant ainsi à ces derniers d'aborder sereinement la transition

vers leur nouvelle vie de retraités. Pour rappel, en janvier 2021, ce sont plus de 375 militaires et gendarmes admis à faire valoir leurs droits à la retraite qui recevaient leurs chèques d'un montant de près de 2 milliards de nos francs.

Le 17 janvier 2020, c'était 402 militaires et gendarmes qui étaient les heureux bénéficiaires de chèques d'une valeur d'environ 2 milliards de francs CFA.

Ce sont autant d'actions concrètes qui ont attiré le regard du magazine international « Africa Managers »

dans sa quête de valorisation des meilleurs talents en gestion des entreprises. Comme le dit l'adage, "A tout seigneur, tout honneur !", le Colonel Tanny Guy-Christian sera primé par "Africa Managers" pour sa bonne gestion du FPM, à l'occasion de sa cérémonie annuelle de distinction des meilleurs managers africains qui aura lieu dans les prochains jours aux Etats-Unis.

Créé en 1985, le Fonds de prévoyance militaire est une mutuelle sociale qui a pour mission de faciliter aux militaires, gendarmes et à leurs familles, l'accès à des soins de santé de qualité ainsi que de concourir à l'amélioration de leurs conditions morales, matérielles et sociales (Aide au départ à la retraite, Prêts sociaux, accès à la propriété immobilière,...).

Le cœur à l'ouvrage, le Directeur Général est déterminé à réussir cette mission. Et l'horizon, avec cette distinction prestigieuse, se présente sous de bons auspices pour le FPM sous la direction du Colonel Tanny Guy-Christian.

**Ali Goré**



## Le Conseil Regional du N'Zi à la loupe

L'équipe d'Africa Managers a séjourné dans la région du N'Zi précisément à Dimbokro, chef-lieu de région, du 12 au 13 janvier 2022. L'objectif étant d'être témoin du travail colossal abattu par Koffi N'Guessan Lataille, président du Conseil régional et son équipe depuis 2018.

### Africa Managers : Qui est l'homme Lataille N'Guessan Koffi ?

Lataille N'Guessan Koffi né le 12 avril 1963 à Bocanda(Dida-Kayabo) dans la région du N'Zi. Il est titulaire d'un diplôme de Cycle supérieur du Trésor de l'Ecole Nationale d'Administration, d'un diplôme de Contrôle interne et management de la qualité à AFNOR à Saint Denis (Paris), d'un diplôme d'Exécutive managers de HEC Paris et d'une maîtrise des risques de l'Institut des Finances d'Abidjan. Lataille N'Guessan Koffi a fait ses premiers pas professionnels en 1986 en qualité de chargé des opérations bancaires et des dépenses sur crédits délégués à la Recette-perception de Divo. En 1994, il devient Chef de service communal et Superviseur de la Comptabilité à la Trésorerie départementale de Yamoussoukro. De 2003 à 2009, N'Guessan Koffi Lataille occupe le poste de Fondé de Pouvoirs à l'Agence Comptable Centrale du Trésor (ACCT). Puis en 2009, il est Trésorier Général à Yamoussoukro. Il occupe le même poste de 2015 à 2018 à Abengourou. En 2018, Lataille est nommé Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social. Il est reconduit à ce poste dans le gouvernement du Premier Ministre Patrick Achi, le 06 avril 2021. Il est membre du Bureau politique et du Conseil National, coordonnateur régional du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP). Lataille est Officier dans l'Ordre du mérite ivoirien.

Le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme chargé du Logement social, Koffi N'Guessan dit "La Taille", a été élu



président du Conseil Régional du N'Zi sous l'étiquette d'indépendant à l'issue des régionales du 13 octobre 2018. Succédant ainsi à N'Guessan Koffi Bernard.

### Région du N'Zi

La région du N'Zi, ancienne « Boucle du Cacao », est située au Centre-Est de la Côte d'Ivoire. Selon le Recensement général de la Population et l'Habitat (RGPH) de 2014, la région du N'Zi comptait environ 247 578 habitants dont 122 361 hommes et 125 217 femmes. Elle est composée de trois départements à savoir Dimbokro, Boncanda et Kouassi-Kouassikro. Dimbokro, chef-lieu de région, est situé à 240 km d'Abidjan, la capitale ivoirienne. Le budget primitif de

l'exercice 2022 du conseil régional du N'Zi s'équilibre en recettes et en dépenses à 2,23 milliards de FCFA dont 48,7% soit 1,09 milliards destinés à l'investissement.

L'élection de Koffi N'Guessan Lataille à la tête du Conseil de cette région a sonné la fin de la léthargie dont la région était victime malgré les efforts de ses prédécesseurs. Électrification, bitumage et reprofilage de voies, construction d'infrastructures scolaires et sanitaires, soutien aux Forces de défenses et de sécurité.... Elles sont nombreuses ces actions du natif de Bocanda qui changent désormais le quotidien des populations et le visage de la région du N'Zi. Et Africa Managers l'a constaté sur le terrain!



## REPORTAGE REGION

### Le Conseil Regional du N'Zi à la loupe



Une vue du siège du Conseil Regional du N'Zi à Dimbokro

#### Infrastructures de développement

Durant notre séjour dans l'ancienne boucle du cacao, un seul nom sur les lèvres : Lataille. Le natif de Dida-Kayabo et président du Conseil régional du N'Zi, fait du développement de sa région son cheval de bataille.

Dans ce sens, il a réalisé et entrepris plusieurs chantiers que nous avons eu l'occasion de visiter. Dans le domaine de l'électrification, le taux de couverture de la région qui était autour de 38% de 1960 à fin 2018 oscille à 95% sur ces trois dernières années et atteindra les 100% en 2022. En tout, 201 villages sur 206 ont été électrifiés

Et la plupart des autres villages restants sont en chantiers. Afin d'accroître la fluidité routière, les axes Dimbokro-Bocanda-Ananda long de 93 km et Dimbokro-Bongouanou (60 km) ont été renforcés. Le conseil a bitumé plusieurs km de voiries des villes traversées par les projets de renforcement (Dimbokro, Djangokro, Bocanda, soungassou). Un Projet gouvernemental obtenu grâce au leadership du Président du Conseil Régional, N'Guessan Lataille.

Au titre des reprofilage lourd, léger et ouverture des voies de la région, il faut noter que plus de 3500 km de voies ont été reprofilés et ouverts

dont 2500 dans le cadre du programme national d'entretien routier et un peu plus de 1000 km par la région pour améliorer la circulation des personnes et des biens.

Les infrastructures hydrauliques ont également été prises en compte. De 2019 à 2021, 4 projets de l'Hydraulique Villageoise Améliorée (HVA) ont été achevés, 2 en cours de réalisation et 3 extensions. À côté de cela, il y a la réalisation de 06 nouvelles pompes à motricité humaine (PMH), la réparation de 130 dans les villages de la région.

#### Infrastructures scolaires et sanitaires

Depuis l'avènement de Lataille à la présidence du Conseil régional du N'Zi, le secteur de la santé a connu un développement impressionnant. De nombreuses infrastructures ont été construites. Il s'agit entre autres d'un centre de santé intégré et 03 dispensaires construits. En plus de dix maternités dont une réhabilitée. Toutes ces infrastructures construites par le Conseil régional ont été accompagnées de logements. Ainsi, ce sont 07 logements sociaux pour sages-femmes qui ont été construits. Plusieurs autres sont également en cours de réalisation.

Parallèlement, le conseil mène des

actions humanitaires en vue d'améliorer la santé de la population. Une prise en charge des soins de santé des personnes indigentes a donc été initiée. Ce sont donc 78 interventions chirurgicales d'un montant de 9 000 000 de francs CFA qui ont été réalisées entre 2019 et 2020.

Toutes ces actions ont été couronnées par un appui du Conseil régional du N'Zi aux structures sanitaires. C'est plus de 1,5 milliard de don en matériel biomédical aux hôpitaux de référence de la Région et aux centres de santé. A l'apparition de la pandémie à coronavirus, c'est plus de 37 millions de francs investis par le Secrétaire d'Etat, N'Guessan Lataille et le conseil en kits, en vivres et non vivres. Et 21 millions Francs investis en matériel sanitaire.

Au titre des infrastructures scolaires, 105 classes, 18 bureaux, et 05 logements ont été construits entre 2019 et 2021. Ajoutés à cela, 05 blocs, 03 cantines pour le bonheur des élèves. Des réalisations que nous avons pu vérifier lors de notre séjour dans la région. Dans la même veine, 8647 tables-bancs ont été offerts aux différents établissements scolaires. Le président N'Guessan Lataille apporte également un soutien financier aux élèves et étudiants de la région. Ce sont plus de 151 étudiants et 286 élèves qui ont ainsi bénéficié des aides scolaires chiffrée à environ 20 250 000 Francs, sans oublier l'appui au Coges de la région.

#### Cohésion sociale, sécurité et insertion professionnelle

Le slogan « La Côte d'Ivoire solidaire » du RHDP, parti au pouvoir auquel appartient le président du Conseil régional du N'Zi, a un sens dans la région eu égard aux nombreuses actions de solidarité et de cohésion sociale dont bénéficient les populations.

## Le Conseil Regional du N'Zi à la loupe

Pour promouvoir la cohabitation et anticiper les crises dans sa région, le Secrétaire d'Etat N'Guessan Lataille a mis en place un Conseil des sages et installé des Comités villageois de développement (CVD) dans chacun des trois départements, Dimbokro, Bocanda et Kouassi-Kouassikro. Ces comités renforcent la volonté de bonne gouvernance et de développement harmonieux du Conseil régional. Des innovations majeures apportées dans la gestion du Conseil par Lataille. Dans le cadre des aides apportées aux personnes vulnérables, plus de 12 millions de francs ont été décaissés en faveur de 60 bénéficiaires. Sans oublier les sollicitations diverses du Président du Conseil Régional, qui s'élèvent à environ 127 millions de FCFA.

Quant à la sécurisation et la protection des biens et des personnes dans la région, c'est une enveloppe de 13 500 000 FCFA offertes comme prime de carburant depuis 2019. 15 000 000 FCFA en équipements informatiques et mobilier de bureau pour les forces de défenses et de sécurité, 8 400 000 FCFA pour l'achat de vivres pour les pompiers civils.

Le président du Conseil régional a aussi accordé une place importante à l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes de sa région. Pour joindre l'acte à la parole, il a financé les projets de 182 promoteurs pour un montant de 88 000 000 de Francs. Et, Octroyé 130 permis de conduire aux jeunes du N'Zi pour un montant de 10 000 000F. Les femmes sont également un maillon important dans le dispositif du président. Afin d'appuyer les femmes de la région, dans les activités génératrices de revenus, le conseil a offert 50 tricycles et 150 broyeuses multifonctions aux différentes associations.

Autant d'actions saluées par les populations de la région.

### REACTIONS DES POPULATIONS DU N'ZI

**Durant notre séjour, nous avons pu visiter plusieurs infrastructures réalisées ou en cours de réalisation afin de mieux rendre témoignage des actions du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme chargé du Logement social, Koffi N'Guessan dit "La Taille", en tant que Président du Conseil régional du N'Zi. Et qui d'autre mieux placé pour juger ses actions en dehors de populations ?**

**Koffi Ahou Natacha, Présidente des femmes de Allougbéli-Kouadiokro : «Il nous a donné une école»**



« Ce que le président du Conseil régional a fait, ça nous plaît. Le travail qu'il fait ici, est vraiment bon et visible. Il nous a donné une école, le courant, et bien d'autres choses ».

**Dibi Kouamé Casimir, Président des jeunes de Allougbéli-Kouadiokro : «Il est toujours disponible pour nous»**



« Je remercie le ministre Koffi N'Guessan Lataille. Ici à Kouadiokro, on n'aurait jamais pu imaginer une école aussi rapidement. Mais, grâce à lui, le village a un bâtiment de trois salles de classe. Et quand nous avons besoin de lui et qu'on l'appelle, il est toujours disponible pour nous. On est vraiment contents de lui. On lui dit vraiment merci ! »

**Adingra Kouadio, Infirmier-chef Centre de santé rural de Djangokro : «On tient à dire merci au président du Conseil régional»**



« Quand on dit un don, il faut l'apprécier. Sincèrement je suis content de ce logement pour sage-femme offert par le Conseil régional. Aujourd'hui, notre sage-femme est bien logée. On tient à dire merci au président du Conseil régional, parce que faire un don est salutaire ».

## Le Conseil Regional du N'Zi à la loupe

### REACTIONS DES POPULATIONS DU N'ZI

**Okani Ella, Sage-femme Djangokro :** «Je suis très satisfaite du bâtiment»



« Je suis très satisfaite du bâtiment. J'aimerais qu'à la longue, il puisse améliorer le bâtiment et construire un bâtiment pour la nouvelle sage-femme ».

**Mme Djè Annick Robertha, Directrice Ecole maternelle Brou-Ahousoukro :** «Nous avons bénéficié de deux nouveaux bâtiments de 3 classes plus bureaux»



« Nous remercions vraiment le conseil régional pour le travail abattu dans la région. Sincèrement, à Brou-Ahousoukro, le conseil a beaucoup fait. Ces trois derniers mois, nous avons bénéficié de deux nouveaux bâtiments de 3 classes plus bureaux, d'une réhabilitation

de trois autres classes. Mais chez nous à l'école maternelle, il reste beaucoup à faire. Puisque que nous avons eu les trois classes de l'école maternelle plus bureau, mais, vous-mêmes, vous constatez, on n'a pas de toilettes, ni de clôture. Pourtant à l'école maternelle, on a vraiment besoin de ces éléments-là. Nous souhaitons que le Conseil régional revienne encore nous donner ces infrastructures-là, parce que l'école maternelle sans ces éléments, c'est un peu compliqué ».

**Koné Pégnantan, Directeur de l'EPP Dida-Kayabo :** «C'est un



**monsieur humble qui pense beaucoup à sa population, et surtout aux enseignants»**

«Le ministre N'Guessan Lataille, c'est un monsieur humble qui pense beaucoup à sa population, et surtout aux enseignants, c'est-à-dire le milieu scolaire. Ainsi, il fait de nombreuses réalisations en faveur de l'école de Dida-Kayabo. Entre autres, la construction de 4 logements-maîtres, la construction de 3 salles de classe, la réhabilitation de 6 salles de classe, le don de 150 tables-bancs et le don de 150 000F à la cantine de l'école. Il nous a permis d'avoir l'électricité dans les salles de classe qui ne l'étaient pas encore ».

**Nanan Bassa Pierre, Chef de village de N'Dayakro, président du**

**Comité villageois de développement (CVD) :** « Quand j'ai perdu mon petit-frère par noyade (...) il est venu me renforcer »



«Le ministre N'Guessan Lataille, je juge positif tout ce qu'il a fait. Quand il y a un problème social à N'Dayakro et qu'on lui fait appelle, il vient. Tout récemment, j'ai perdu mon petit-frère par noyade. C'était le 17 mai. Il m'a appelé la nuit et mardi 18 mai, il est venu me renforcer. Tout ce qu'on demande ici, quand il reçoit le message, il envoie. On a demandé la maternité, et il a accepté. Le comité a été formé au profit du développement initié par le ministre N'Guessan Lataille. C'est un monsieur qui pense à la région, aux populations».

**Yao Ouffouet, habitant de Brou-Ahousoukro :** «On prie que Dieu lui donne la force de continuer le reste pour notre bonheur»

« Tout ce que le monsieur a fait pour nous, je suis vraiment content. Les maternités, les châteaux d'eau, les écoles,... Vraiment, avant, on n'avait pas tout ça. Il a bien travaillé pour le village. On prie Dieu qu'il continue ainsi. Ce qui reste à faire, on prie que Dieu lui donne la force de continuer le reste pour notre bonheur. On a souffert à cause de la route. Mais Dieu a fait que le gouvernement a pensé à nous grâce au président du Conseil régional, N'Guessan Lataille ».

## Le Conseil Regional du N'zi à la loupe

### REACTIONS DES POPULATIONS DU N'ZI

**Yao Affo Sylvie, habitante Brou-Ahoussoukro :** «Lataille est venu construire un château d'eau chez nous»

« Je suis vraiment fier de ce qu'il a fait chez nous. On avait problème d'eau à Brou-Ahoussoukro. Mais, aujourd'hui, c'est un souvenir. Lataille est venu construire un château d'eau chez nous. On lui dit vraiment merci ».

**Koua Gnamien Fulgence, Directeur d'école à Brou-Ahoussoukro :** «Le seul souci qu'on a, c'est la clôture(...) mais je sais qu'il va le faire »

« Cela fait pratiquement 5 ans que je suis là. Vraiment, on avait des problèmes au niveau de l'Ecole. Et grâce au ministre N'Guessan Koffi Lataille, il nous a vraiment satisfaits. Nous n'avons pas de problème au niveau des salles de

classes. Le seul souci qu'on a, c'est la clôture. Comme nous sommes situés près de la route, on voulait une clôture. Parce que ce n'est pas vraiment facile. A 10 heures, les enfants sortent et traversent la route. C'est problème. On sollicite encore son aide. Il a dit qu'en 2024, il va le réaliser mais je sais qu'il va le faire».

**Envoyés spéciaux à Dimbokro  
Koné N. et Biogné T.**



Le logement de la sage femme de Djangokro



Le Dispensaire de Djangokro



Le bitumage de la voix de Djangokro



Le Chateau d'eau de  
Brou-ahoussoukro



Les populations d'Alloumbeli-kouadiokro, exprimant  
aux micros des reporters



**Sénégal****L'entrepreneur sénégalais-ivoirien, Yérim SOW, l'Homme de l'Année 2021 de Confidential Afrique**

54 ans dans les pieds, polytechnicien sorti d'une école d'élite au Canada, forgé dans la transpiration et l'ingéniosité, Yérim SOW "brillé". Il n'a jamais voulu être sous l'aile protectrice de son père, Aliou SOW, le défunt bâtisseur du BTP contemporain au Sénégal et en Afrique. Il s'est essayé à tout. De big access à l'hôtellerie haut de gamme en passant par la banque, l'immobilier et les télécoms, Yérim a pris son destin en mains. A force de caractère, de courage et de conviction, il a réussi à s'imposer au-delà des frontières de ses terres familiales. Sur une short-list d'une cinquantaine de leaders influenceurs, Yérim SOW est l'Homme de l'Année 2021 du journal panafricain Confidential Afrique.



**Y**érim Sow est un infatigable travailleur. Mieux, il est performer. Un As du business tout court.

Un entrepreneur qui a toujours regardé grand. Il investit sans rechigner et gère son business avec rigueur et bienveillance. Les aléas du monde des affaires, n'ont pas pris le dessus sur sa rage d'aller de l'avant et de gagner les paris risqués. Au Sénégal, comme dans certains pays du continent où il a investi, son nom est assez évocateur.

Qui plus que Yérim Sow mérite le statut tant convoité de « l'homme de l'année de Confidential Afrique ». Il est certes « Fils de ». Mais ce fils d'Aliou Sadio Ardo Sow, fondateur de la légendaire Compagnie Sahélienne d'Entreprises, (Cse), s'est frayé son propre chemin ayant

très tôt compris ce dicton espagnol : le chemin se trace en marchant. Sa fortune immense a été bâtie loin des affaires du pater. Son audace, son esprit d'anticipation et surtout sa finesse d'esprit ont été décisifs dans ses choix entrepreneuriaux. Son groupe Teylium, une constellation de ses différentes activités, composé d'agro-industrie, de banque, du secteur immobilier, de l'hôtellerie, force admiration et respect. Une saga fabuleuse. Les télécoms constituent une ses activités phares. Ce Sénégalais-ivoirien, en anticipant avant l'explosion notée maintenant dans ce secteur, a pris une bonne longueur d'avance sur son monde... des affaires.

**La saga de MTN, Bridge Bank, Teyliom Properties**

Le veinard et discret Yérim consacre son temps à l'utile. Le voilà actionnaire historique de MTN Côte d'Ivoire et copropriétaire depuis 2018 de Free au Sénégal avec le français Xavier Niel, l'homme d'affaires Malgache Hassanein Hiridjee.

Ce quinquagénaire d'un mètre 85 a donc pu constituer une fortune estimée à 350 millions de dollars à force d'initiatives et d'un sens pointu et prononcé des affaires qu'il sait si bien déployer avec l'habileté d'un investisseur averti. Un roc qui résiste aux secousses qui singularisent un milieu qu'il ne partage pas avec des enfants de chœur. C'est son côté "killer".

Sa mésaventure au Bénin en est une illustration éloquent. Il a entamé un bras de fer avec les autorités de ce pays qui l'ont expulsé du terrain où son hôtel devrait être construit. La raison : non respect des délais. Son bail résilié le 18 février 2020, Yérim Sow et son entreprise Teyliom avaient lancé une procédure d'arbitrage international, pour contester la démolition de son investissement sur les bords de la Marina de Cotonou.

Comme le notait votre magazine Confidential Afrique, en septembre 2020, la destruction de l'hôtel Noom construit à 90% a été un véritable scandale.

Yérim Sow qui étend ses tentacules, avait auparavant ouvert un autre hôtel du même nom au Niger, en 2019, en marge du sommet de l'Union Africaine (UA). Un investissement de 22 milliards de FCFA sur fond de succès retentissant et fort bien apprécié par les autorités de Niamey. →

**Sénégal****L'entrepreneur sénégalais-ivoirien, Yérim SOW, l'Homme de l'Année 2021 de Confidential Afrique**

En 2021, la progression vertigineuse se poursuit avec l'ouverture à Abidjan du Noom Hôtel. Une tour de 21 étages, joyau de 5 Étoiles du groupe hôtelier panafricain MangalisHôtel Group (MHG).

Noom Hôtel est aussi présent en Guinée, à Kaloum, en bordure de mer.

Mangalis est une filiale de la holding Teyliom International. Mangalis Hôtel Group qui se décline en trois catégories. Noom Hôtels pour le haut de gamme, Seen Hôtels pour la gamme intermédiaire et Yaas Hotels pour une gamme plus économique.

**Un « prophète-entrepreneur » à bonne école.**

Yérim Sow est aussi très présent au Sénégal notamment à Diamniadio. Le groupe Teylium tient sur ce site un projet de quartier d'affaires dénommé «Epycentre», réservé aux multinationales qui voudraient s'installer dans le pôle urbain.

Figurent aussi d'autres projets de Teylium comme ses hôtels de 4 et 5 étoiles (développés sous la marque propre Noom et Seen), des logements moyens et haut standing, un parc d'attraction, une école, entre autres.

Tous ces projets, ces investissements en Afrique ne sont pas réalisés sans difficultés, mais l'homme la foi adossée à des principes fondamentaux, se montre toujours déterminé à soulever les montagnes. Il a ainsi su faire face à la pandémie de la Covid-19, véritable bourreau des investisseurs. Sa force : sa forte personnalité, sa discrétion et son efficacité.

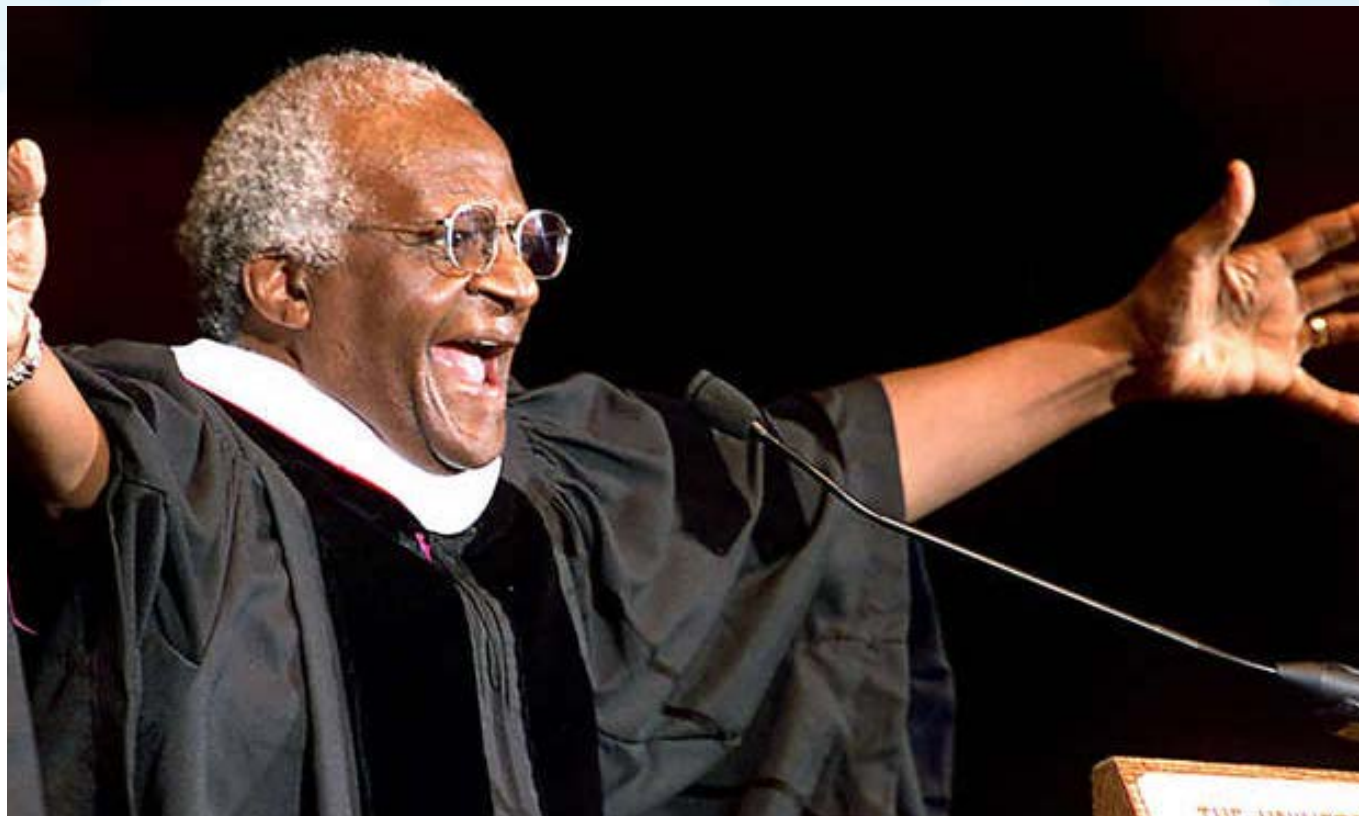
Né en 1967 à Dakar, enfance tranquille dans l'ombre d'un papa Aliou, trop exigeant, qui trône sur une entreprise créée en 1970, le jeune Yérim passe une adolescence dorée et se montre brillant à l'école.



À 18 ans, son bac scientifique en poche, il prend les airs pour le Canada. Direction: École Polytechnique à l'université de Montréal, où il décroche le diplôme d'Ingénieur et reste en Amérique du Nord. Aux Etats-Unis, à Boston plus précisément, il étudie le commerce à l'université. C'est parti pour une longue carrière d'homme d'affaires : première entreprise en 1988, à 21 ans: Direct Access, spécialisée dans l'informatique. Il échoue six ans après et gagne en expérience. Un prêt d'un milliard de francs CFA est contracté auprès de son père Aliou Sow. Il prend le pari devant le pater de rembourser. Un engagement qu'il respectera. Yérim commercialise des pagers, permettant de recevoir des

messages, à travers des modèles baptisés «bip access». Il réussit sur ce coup. C'était en 1994. Ces petits appareils sont très présents au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Sa maman, sœur de Mohamed Tiecoura Diawara, ancien ministre du Plan du premier Président ivoirien Félix Houphouët-Boigny, a aussi couvé l'enfant Yérim en veillant sur son éducation et inculqué la fibre d'une fertilité croisée dans ses relations avec l'univers post-cocon familial. Sur les traces de son défunt Père, le Patriarche Aliou Ardo SOW, Yérim est devenu au fil des années un bâtisseur des temps modernes. En mode plutôt underground.

**Source ON**

**Afrique du Sud****Décès de Desmond Tutu, icône de la lutte anti-apartheid**

**C**'était la dernière des grandes icônes de la lutte contre l'apartheid: l'archevêque anglican Desmond Tutu, la conscience de l'Afrique du Sud mais aussi un rire espiègle et puissant, est mort dimanche à 90 ans.

Jusque récemment, le prix Nobel de la paix a imposé sa petite silhouette violette et son franc-parler légendaire pour dénoncer les injustices et écorner tous les pouvoirs.

Le président Cyril Ramaphosa a exprimé "sa profonde tristesse" face au décès de ce "patriote sans égal", "intègre et invincible contre les forces de l'apartheid, qui laisse une veuve, "Mama Leah", et leurs quatre enfants.

Cette mort représente "un nouveau chapitre de deuil dans l'adieu de notre nation à une génération de Sud-Africains exceptionnels" qui "nous ont légué" un pays "libéré", a-t-il ajouté, un mois après la mort de FW de Klerk, dernier président blanc du pays.

La perte de Mgr Tutu, "penseur, leader, berger", est "incommensurable", estime la

fondation Mandela.

**Nation arc-en-ciel**

Après l'avènement de la démocratie en 1994 et l'élection de son ami Nelson Mandela, Desmond Tutu avait inventé le terme de "Nation arc-en-ciel". Il a présidé la Commission vérité et réconciliation (TRC) dont il espérait, grâce à la confrontation des bourreaux et des victimes, qu'elle permettrait de tourner la page de la haine raciale. "The Arch", comme le surnomment affectueusement les Sud-Africains, était affaibli depuis plusieurs mois. Souffrant depuis longtemps d'un cancer de la prostate, il est mort, sans doute de vieillesse, paisiblement à 07h00 (06h00 suisse) dimanche, selon plusieurs proches interrogés par l'AFP.

Il ne s'exprimait plus en public mais saluait les caméras présentes à chacun de ses déplacements, d'un regard malicieux, d'un faible geste de la main, comme lors de sa vaccination contre le Covid ou, en octobre, à la cérémonie célébrant ses 90 ans.

Une prière a été organisée à la

cathédrale Saint-George, son ancienne paroisse, où des passants sont venus déposer des fleurs et se recueillir. "Tutu était un vrai héros, il s'est battu pour nous", disait une sexagénaire, tenant sa petite-fille par la main.

**"Repère moral"**

Les joueurs sud-africains de cricket ont porté dimanche un brassard noir au premier jour d'une importante compétition contre l'Inde. Et la Montagne de la Table, qui surplombe la ville du Cap, sera illuminée de violet de dimanche soir jusqu'à ses funérailles, sans doute d'ici une semaine.

Son ami le dalaï lama, chef spirituel des Tibétains, avec qui il a partagé des fous rires mémorables, a souligné "le lien spirituel" qui les unissait. Desmond Tutu a été "une source d'inspiration pour des générations dans le monde entier" et un "guide lumineux pour la justice sociale, pour la liberté et la résistance non-violente", a déclaré le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. →

**Afrique du Sud****Décès de Desmond Tutu, icône de la lutte anti-apartheid**

"Je me souviens avec tendresse de mes rencontres avec lui, de sa grande convivialité et de son humour", a déclaré la reine Elizabeth II, de cinq ans son aînée. Profondément attristée, la cheffe du Commonwealth dont fait partie l'Afrique du Sud a salué dans un message de condoléances sa défense "inlassable" des droits humains ainsi que sa "convivialité et son humour".

Joe et Jill Biden, disant avoir le "cœur brisé", ont estimé que "l'exemple" de Desmond Tutu "transcende les frontières et trouvera un écho à travers les âges". Le couple présidentiel a aussi évoqué le "pouvoir du message de justice, d'égalité, de vérité et de réconciliation" porté par l'archevêque anglican.

Ses prédécesseurs Barack Obama et Jimmy Carter ont respectivement salué "un ami, un mentor, un repère moral" et "sa chaleur humaine et sa compassion qui nous ont livré un message spirituel pour l'éternité".

"Un géant est tombé", a salué l'opposant ougandais Bobi Wine.

Son combat "restera dans nos mémoires", a estimé le président français Emmanuel Macron.

C'est aussi son combat "pour le respect universel des droits de l'homme et de la dignité humaine", qu'a mis en évidence le Département fédéral des affaires étrangères, contacté par Keystone-ATS.

**Sa robe lui évite la prison**

Desmond Tutu s'était fait connaître aux pires heures du régime raciste de l'apartheid. Alors prêtre, il organise des marches pacifiques contre la ségrégation et plaide pour des sanctions internationales contre le régime blanc de Pretoria. Sa robe lui a épargné la prison.

Sa fille Mpho Tutu van Furth avait raconté à l'AFP à l'occasion des 90 ans du révérend, un souvenir d'enfance symptomatique de l'apartheid: "On s'était arrêtés sur la route et mon père est allé nous acheter des glaces. L'employé lui a dit qu'il ne servait pas les 'kaffirs'. Mon père est sorti en trombe, nous

n'avons pas mangé de glace ce jour-là".

Le combat non-violent de Tutu avait été couronné du prix Nobel de la paix en 1984.

Après l'apartheid, fidèle à ses engagements, il avait dénoncé les dérives du gouvernement de l'ANC, des errements dans la lutte contre le sida aux scandales de corruption.

En 2013, il avait promis de ne plus voter pour le parti fossoyeur de l'apartheid: "Je n'ai pas combattu pour chasser des gens qui se prenaient pour des dieux de pacotille et les remplacer par d'autres".

Parmi ses autres combats, il a aussi défendu les droits des homosexuels - "Je ne vénérerais pas un Dieu homophobe - et milité pour le droit au suicide assisté.

La dernière fois que le pays a eu de ses nouvelles, c'était le 1er novembre. Loin des regards, il avait voté aux élections locales.

**Source ON**

## Mali

# Afrique de l'Ouest : un printemps ouest-africain est-il en marche ?

Comme on l'avait vu en Afrique-arabe avec le printemps arabe dans les années 2010, des soulèvements populaires qui avaient fait tomber un à un les régimes de la région arabe, on assiste depuis 2020 à une situation similaire en Afrique de l'Ouest.

**E**n effet, en Afrique de l'Ouest depuis 2021 on assiste à des renversements des pouvoirs en place suite aux mécontentements exprimés des populations. Mais ce qui diffère avec le printemps arabe, c'est que c'est l'armée qui vient délivrer le peuple en renversant le pouvoir en place. Les cas deviennent de plus en plus récurrents.

### Cas du Mali : 18 août 2020



Faisant face à une menace terroriste de plus en plus présente sur le territoire malien, les soldats n'arrivent plus à repousser les djihadistes. Ils sont au bord de la rupture, car manquant de tout. Et visiblement le pouvoir en place ne fait rien pour améliorer les choses. N'en pouvant plus, dans la nuit du 18 août une mutinerie éclate dans la base militaire de Kati. Cette mutinerie au début négligée aboutit finalement au renversement du Président de la République Ibrahim Boubacar Kéita.

À la tête de ce renversement, le Colonel Assimi Goïta qui dissout les institutions de la République pour installer une transition politique dirigée par le Comité national pour le salut du peuple (CNSP).

C'est cette transition qui va récemment demandé 5 ans pour organiser les élections et qui va occasionner les lourdes sanctions de la CEDEAO.

### Cas de la Guinée : 5 septembre 2021



Au pouvoir depuis 10 ans environ, Le Président Alpha Condé est vivement contesté après sa réélection en 2020 pour un troisième mandat consécutif. Il a usé d'une modification de la constitution pour se permettre d'être candidat.

La population grogne et le 5 septembre 2021, une unité d'élites de l'armée guinéenne, le Groupement des forces spéciales s'emparent du palais présidentiel et capture le Président. Le Colonel Mamady Doumbouya à la tête de ce coup de force annonce la dissolution des institutions et du gouvernement. Une transition est annoncée par la junte militaire.

### Cas du Burkina Faso : 23 janvier 2021



Comme dans le cas Malien relaté plus haut, les revendications sont quasiment identiques. Depuis des mois, des manifestants dénoncent dans plusieurs villes du Burkina Faso l'incapacité du pouvoir à contrer les attaques djihadistes. Ces événements ont régulièrement été interdits et dispersés par les policiers anti-émeutes.

C'est alors que dans la nuit du 23 au 24 janvier, les soldats burkinabés vont prendre leur responsabilité pour pénétrer dans le palais présidentiel. Le président va alors se réfugier dans une caserne de Gendarmerie qui va ensuite le livrer aux mutins. Il est actuellement détenu ainsi que plusieurs membres du gouvernement.

Comme une trainée de poudre, ces cas deviennent de plus en plus fréquent en l'Afrique de l'Ouest et beaucoup d'observateur pensent que d'autres pays avec à sa tête des chefs d'État contestés pourraient connaître le même sort.

On pourrait citer le Sénégal de Macky Sall avec les mouvements séparatistes, la menace djihadiste et aussi les contestations quant à sa prochaine candidature pour un troisième mandat. En effet, il est président depuis 2012. Et la situation pourrait dégénérer s'il décidait de se prononcer pour un troisième mandat.

Source ON

**Rwanda****Pour Paul Kagamé, « les coups d'État sont le fruit de la mauvaise gouvernance » et il se justifie**

**L**a sous-région ouest africaine est en proie à de récurrents coups d'État dont le dernier est intervenu au Burkina-Faso. D'ailleurs, ce dernier putsch militaire a été l'objet d'un sommet virtuel des Chefs d'Etat de la CEDEAO ce vendredi. Au terme de cette rencontre, les Chefs d'Etat ont décidé de la suspension de ce pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Fait notable en dehors de cette suspension, aucune autre sanction n'a été prise contre le Burkina-Faso. Toutefois, une délégation des Chefs d'état-major des armées de la CEDEAO se rendra demain samedi à Ouagadougou suivie d'une autre mission ministérielle le lundi. A l'issue de ces missions de bons offices, un sommet se tiendra le 3 février à Accra « pour décider d'imposer ou non d'autres sanctions ». Se prononçant sur ces coups de force en Afrique dans le cadre d'un entretien qu'il accordé au panafricain Jeune Afrique, le

Président rwandais, Paul Kagamé, âgé de 64 ans aujourd'hui et à la tête de son pays depuis 22 ans, s'est voulu très clair. Paul Kagamé dit ne pas approuver ces incessantes intrusions des hommes en armes dans les palais présidentiels sur le continent mais il leur trouve tout de même des circonstances atténuantes.

Pour lui, les coups d'Etat s'expliquent par l'échec des politiques à apporter les réponses idoines aux préoccupations des populations. « C'est, dans une certaine mesure, le résultat d'une défaillance dans la gouvernance » commence-t-il et d'ajouter « ce n'est pas juste la faute des militaires, les civils ont aussi une responsabilité ». Enfonçant le clou, l'homme fort de Kigali assène « le rôle des militaires n'est pas de conduire ce genre d'action, mais on ne peut ignorer que, dans certains cas, les civils commettent, eux aussi, des actes contestables » déclare l'homme qui a été dans le maquis à la tête d'une rébellion avant de prendre les rênes du

pouvoir au Rwanda.

Pour Kagamé les choses semblent très simples « Si, sous un gouvernement civil, la situation se détériore et que les gens meurent, que les problèmes s'accumulent et qu'en plus les autorités se servent des militaires pour truquer les élections, qui doit-on blâmer lorsque l'armée renverse ces gouvernements ? » interroge-t-il. Cet ex combattant va ensuite défendre la grande muette « je trouve inapproprié de ne critiquer que les militaires et de ne pas blâmer les civils qui les ont utilisés pour se maintenir au pouvoir. J'imagine que c'est à partir de ce genre d'analyse que certains disent qu'il y a des bons et des mauvais coups d'État ».

Voici une sortie de l'homme fort de Kigali qui fera certainement couler beaucoup d'encre et de salive et surtout de la part de ceux qui ne jurent que par le jeu démocratique sur le continent.

**Source Jeune Afrique**

## Mali

# Le Mali, un os dans la gorge de la France et ses alliés

**L**e Mali est devenu un véritable casse-tête chinois pour la diplomatie française, depuis que ce pays a décidé de commercer avec la Russie.

De menaces de retrait de ses soldats, en passant par des menaces de sanctions et d'isolement par « la communauté internationale », la France aura tout essayé pour faire plier le Colonel Goita et son gouvernement. Mais rien n'y fit. Le gouvernement malien n'entend pas s'écarter de sa ligne de conduite, qui est de donner une trajectoire nouvelle à son pays et s'assumer pleinement.

Présente au Mali depuis 2013, et après avoir endigué la marée djihadiste, la coopération française n'a pas permis au Mali de se sortir des attaques des djihadistes et des terroristes, encore moins de recouvrer l'entièreté de son territoire. La région de Kidal est toujours aux mains des Touaregs et interdite d'accès au gouvernement malien.

Le statut quo qui s'est installé ne pouvait nullement satisfaire les autorités maliennes, au moment où la France donne l'impression qu'elle ne peut pas ou ne veut pas aller au-delà de ce qu'elle a fait et semble s'en satisfaire.

En sollicitant l'aide de la Russie, le Colonel Goita entend se donner les moyens de s'affranchir de la pesanteur que représente la France, mais surtout s'affranchir du chantage et des menaces que profèrent à longueur de journée les autorités françaises.

Le précédent vécu en Centrafrique y est certainement pour beaucoup. Alors commencent comme à l'accoutumée un grand battage médiatique, et des pressions de tous genres pour faire plier ces colonels récalcitrants qui sont à la tête du Mali. Ceux-ci sont sommés d'établir un échéancier à l'effet de mettre rapidement fin à la transition militaire, organiser des élections et remettre le pouvoir aux civils.

Pour y arriver, la Cedeao, une fois de plus, va jouer sa partition, en soumettant le Mali à un embargo. Comme elle le fit pour la Côte d'Ivoire en 2010-2011. Cela



réussira-t-il à faire plier le gouvernement malien ? Demain nous situera.

Dans cet imbroglio malien, il est désespérant de constater la propension de la France et des Etats-Unis d'accuser le Mali d'avoir recours à la société militaire privée Wagner pour combattre les terroristes. Ils s'en offusquent, ils s'en plaignent et profèrent des menaces.

Mais quand une maison est en feu, doit-on se préoccuper de la qualité de l'eau pour circonscrire l'incendie ? Le Mali n'a-t-il pas le droit de choisir ses partenaires ? Revient-il aux français et aux américains de choisir les amis et les ennemis pour le Mali ?

Si la Russie est un concurrent et un « ennemi » pour les occidentaux, elle ne l'est pas pour le Mali et pour les pays africains. Il en est de même pour la Chine au plan commercial. Il est véritablement indécent pour

ces occidentaux de vouloir faire de leurs « ennemis », les « ennemis » des africains comme l'avait justement signifié Nelson Mandela dans une interview

Plusieurs siècles jalonnés d'exploration, de conquête, de colonisation, de décolonisation et de coopération avec la France, n'ont permis à aucun pays francophone d'Afrique, de figurer aujourd'hui parmi les économies les plus puissantes du continent. C'est tout dire. Il est temps que des partenariats avec d'autres pays soit usités, d'autres expériences vécues, et des leçons seront tirées.

En fustigeant le Mali d'avoir recours à la société militaire privée russe Wagner, français et américains font preuve d'une mauvaise foi évidente. Ce n'est un secret pour personne, que les américains se sont attachés les services de la société militaires privée Blackwater en Afghanistan et en Irak, pour suppléer les troupes régulières épuisées.

Blackwater était assurée d'une immunité quasi totale, à l'inverse de l'armée régulière, qui doit répondre à des règles militaires.

La France de son côté dispose dans son armée un corps, la légion étrangère, composée d'éléments non français, déployé sur les théâtres des opérations en dehors de son territoire. On objectera qu'ici, il s'agit d'une armée régulière, mais il n'en demeure pas moins que ce sont des étrangers, enrôlés pour se battre et qui sont rémunérés. Ce sont donc...des mercenaires. En cela, il n'y a pas de leçons à donner. L'issue de la bataille engagée seule par le Mali pour se soustraire du carcan colonial, à l'effet de prendre son destin en mains, déterminera également l'avenir de ses voisins, qui ne lui ont manifesté aucune solidarité, bien au contraire... Quelle sera cette issue ?

Demain nous le dira. Demain est certes un autre jour, mais demain arrive toujours. Et s'il y a eu un soir au Mali, il y aura assurément un matin et l'ivraie sera séparée du vrai.

Source ON

**France****François Fillon : retiré de la vie politique, l'ex-candidat obtient un poste à hautes responsabilités**

Suite à son retrait de la vie politique provoqué par ses déboires judiciaires, François Fillon n'aura pas eu beaucoup de mal à rebondir. L'ancien Premier ministre vient de rejoindre le conseil d'administration d'une grande société de pétrochimie russe.

**F**rançois Fillon a changé de branche et fait désormais partie du conseil d'administration du groupe russe Sibur, qui a annoncé la nouvelle jeudi 23 décembre en publiant une liste actualisée des membres de leur conseil d'administration. Aux manettes du géant de la pétrochimie se trouve une des plus grandes fortunes de la Russie, ainsi qu'un proche de Vladimir Poutine, nommé Guennadi Timchenko.

L'ancien candidat aux élections présidentielles n'en est pas à son premier conseil d'administration. À la fin du mois de juin, François Fillon rejoignait le conseil administratif d'une autre compagnie russe qui s'occupe des gisements d'hydrocarbure à l'intérieur et à l'extérieur du territoire russe. L'ancien Premier ministre français ne rebondit somme toute pas trop mal, après avoir été dans de beaux draps suite à l'affaire des emplois fictifs, qui impliquait également sa femme Pénélope.

Une reconversion forcée par des poursuites judiciaires ayant anéanti sa carrière politique

Depuis les déboires judiciaires ayant mis un terme forcé à sa carrière politique, François Fillon officie également en France où il a créé un cabinet de conseil qu'il dirige depuis 2017. Durant la même année, alors que François Fillon était en lice pour remporter le premier tour des élections présidentielles, sa campagne avait été éteinte par une fracassante révélation.

Entre 1998 et 2013, l'ancien membre des Républicains avait attribué à sa femme Pénélope un emploi fictif, qui lui aurait permis de



toucher plus d'un million d'euros, détourné des caisses de l'État. En 2020, François Fillon a été reconnu coupable, et condamné à trois peines : cinq ans de prison dont deux années fermes, 375 000 euros d'amende, et une inéligibilité de dix ans. Son épouse a été condamnée à

trois ans de prison avec sursis, 375 000 euros d'amende, et deux ans d'inéligibilité. Les époux ont fait appel de leur condamnation. Leur jugement en appel s'est tenu le 14 novembre dernier.

**Source ON**



## USA

## les prochaines élections devraient être «la fin de la purge» chez les Républicains



**Alors que les États-Unis viennent de marquer le premier anniversaire de l'attaque du capitol de Washington par les supporters de Donald Trump, le parti Républicain semble lui avoir achevé sa mue. Désormais totalement soumis à l'ex-président, il est entré dans ce que certains qualifient d'« insurrection au ralenti ».**

**L**oin d'être le chant du cygne pour Donald Trump et ses partisans, l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 a été le point de départ d'une nouvelle ère politique aux États-Unis, notamment chez les Républicains. C'est la thèse de notre invitée, la chercheuse Maya Kandel. Pour la directrice du programme États-Unis à l'institut Montaigne, « l'infusion du grand

mensonge s'est accéléré après le 6 janvier, tous les élus républicains ont embrassé ce mensonge qui dit que l'élection de novembre a été volée et que Joe Biden est un président illégitime ». Peu à peu, le parti a été purgé de tous ceux qui n'adhèrent pas au discours. Le GOP a par la suite amorcé ce que certains qualifient « d'insurrection au ralenti » explique Maya Kandel : « il n'y a jamais eu autant de votes de lois restreignant l'accès aux urnes qu'en 2021 » touchant avant tout les minorités qui voteraient davantage démocrate, notamment dans les « États pivots où se sont jouées les élections passées ». Pour la spécialiste il faut donc surveiller les primaires en amont des élections de mi-mandat cette année, « là où se joue réellement la course ». C'est « à qui sera le plus

trumpiste » selon Maya Kandel, qui estime que « la fin de la purge du parti devrait avoir lieu à ce moment-là ».

### Deux journalistes tués par les gangs en Haïti

Deux journalistes haïtiens ont été assassinés jeudi 6 janvier 2022 par un gang en périphérie de la capitale Port-au-Prince. Nouvelle illustration du chaos sécuritaire dans lequel est plongé Haïti, englué dans une crise profonde six mois après l'assassinat du président Jovenel Moïse. Wilguens Louissaint et Amady John Wesley ont été tués lors d'une fusillade dans une zone sous contrôle de bandes armées dans une zone qui fait l'objet d'intenses combats entre plusieurs bandes armées qui veulent s'en assurer le contrôle. Le chemin qui la traverse est l'unique voie terrestre pour rejoindre désormais la moitié sud d'Haïti, la route nationale étant totalement contrôlée, depuis juin, par l'un des plus puissants gangs. Francky Attis, directeur général de Radio Ecoute FM, média haïtien basé à Montréal au Québec, pour lequel travaillait John Wesley Amady lance un appel aux autorités haïtiennes à mettre fin à l'impunité dont jouissent les gangs.

### L'Argentine rattrapée par le Covid-19

Pour la première fois, le pays vient de dépasser la barre de 100 000 cas de Covid-19 enregistrés en une journée. Dans la presse, les spécialistes soulignent la nécessité pour la population de recevoir la troisième dose de vaccin, notamment pour faire face à l'avancée du variant Omicron. Les contagions sont en hausse chez les enfants de 3 à 11 ans, les pédiatres demandent ainsi qu'ils soient vaccinés avant la reprise des classes.

Source ON

## 347 Les Indiscrets / International

### Etas-Unis d'Amérique

# Un vétéran d'Irak nommé par Joe Biden à la tête des opérations américaines au Moyen-Orient



**Le président Joe Biden a nommé le commandant des unités les plus aguerries de l'armée américaine, le général Michael Kurilla, à la tête des opérations américaines au Moyen-Orient, a annoncé vendredi le Pentagone.**

Le Pentagone a annoncé, vendredi 7 janvier, que le général Michael Kurilla était nommé par le président Joe Biden à la tête des opérations américaines au Moyen-Orient.

Si sa nomination est confirmée par le Sénat, le général Kurilla succèdera au général des Marines Kenneth McKenzie à la tête du

commandement central (Centcom) de l'armée américaine, qui supervise les opérations militaires en Irak, en Syrie, en Afghanistan ou encore au Yémen.

Gravement blessé à Mossoul. Selon sa biographie officielle, le général Kurilla, 55 ans, commande actuellement le 18e corps aéroporté qui regroupe à Fort Bragg, en Caroline du Nord, la majorité des forces d'intervention de l'armée de terre des États-Unis.

Ancien de West Point, il a notamment combattu au Kosovo, en Afghanistan et en Irak, où il a été gravement blessé par balle lors d'un assaut à Mossoul, en 2005. Il a

aussi occupé des responsabilités à l'état-major de l'armée américaine et a commandé la prestigieuse 82e division des parachutistes, connue pour avoir participé au débarquement en Normandie en 1944.

L'armée américaine est organisée en commandements géographiques comme Africom pour l'Afrique ou Eucom pour l'Europe, mais aussi thématiques comme le commandement stratégique (Stratcom) en charge de l'armement nucléaire du pays ou le Spacecom, chargé de l'espace.

Source RFI



## Ukraine

# Crise en Ukraine : ce que Macron et Poutine se sont dit ce vendredi

**Les présidents français et russe sont convenus de la "nécessité d'une désescalade" et d'une "poursuite du dialogue" dans la crise ukrainienne, a annoncé l'Elysée.**

C'est une conversation téléphonique ce vendredi entre les présidents français Emmanuel Macron et russe Vladimir Poutine. Elle a duré plus d'une heure et elle a porté sur la crise ukrainienne. Elle a "permis de s'entendre sur la nécessité d'une désescalade", a déclaré l'Elysée. "Le président Poutine n'a exprimé aucune intention offensive (...). Il a dit très clairement qu'il ne cherchait pas la confrontation", a ajouté la présidence de la République.

Sur la sécurité stratégique en Europe, les deux chefs d'Etat "se sont mis d'accord sur la poursuite du dialogue qui va nécessiter que les Européens (...) soient bien partie prenante de ce dialogue", qui engage en premier lieu les Etats-Unis et l'Otan.

Sur le conflit dans l'Est ukrainien, où des séparatistes prorusses s'opposent depuis 2014 à Kiev, le président Poutine a lui-même insisté sur le format existant de pourparlers (dit de Normandie) qui rassemble la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne et la France et vise à la mise en oeuvre des accords de paix de Minsk de 2015, selon un communiqué du Kremlin. "Il a aussi souhaité poursuivre avec le président Macron la discussion engagée aujourd'hui", a ajouté l'Elysée. Le "dialogue est difficile" mais les "canaux de discussion sont ouverts".

Emmanuel Macron devait aussi s'entretenir ce vendredi en fin d'après-midi avec son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky. "Il lui dira ce soir notre engagement pour la souveraineté de l'Ukraine, notre solidarité en cette période de tensions et notre engagement à poursuivre les négociations pour trouver un chemin pour mettre en oeuvre les accords de Minsk", a ajouté la présidence française.



### Pour Poutine, l'Occident "ignore" les préoccupations russes

De son côté, Vladimir Poutine s'est plaint ce vendredi auprès de son homologue français du rejet par l'Occident de ses exigences en vue d'une désescalade de la crise autour de l'Ukraine, se gardant cependant d'annoncer une réplique. Les Etats-Unis et l'Otan ont formellement rejeté mercredi des demandes présentées comme essentielles pour garantir la sécurité de la Russie : la fin de la politique d'élargissement de l'Alliance atlantique et un retour de ses déploiements aux frontières de 1997. Plus de cent mille soldats russes restent quant à eux déployés aux frontières ukrainiennes, signe selon Washington qu'une invasion pourrait être imminente.

"Les réponses des Etats-Unis et de l'Otan n'ont pas tenu compte des inquiétudes fondamentales de la Russie", a indiqué le Kremlin dans un communiqué consacré à l'entretien entre Vladimir Poutine et Emmanuel Macron. "La question clé a été ignorée, à savoir comment les Etats-Unis et leurs alliés comptent (...) mettre en oeuvre le principe selon lequel personne ne doit renforcer sa sécurité au détriment d'autres pays", a fait valoir le maître du Kremlin, selon la même source. Selon ce communiqué, la Russie va "déterminer sa réaction" après avoir étudié le détail des réponses de ses rivaux géopolitiques.

Si, sans surprise, les Etats-Unis et

l'Otan ont opposé une fin de non-recevoir aux principales exigences russes, ils ont proposé de travailler sur des limites réciproques au déploiement des missiles de courte et moyenne portée des deux puissances nucléaires rivales en Europe ainsi qu'aux exercices militaires aux abords du camp adverse. Même si ces points ont été jugés "positifs" à Moscou, on les juge "secondaires".

Pour Le Drian, "la balle (était) du côté russe"

Avant la discussion entre les deux présidents français et russes, le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian avait estimé que "la balle (était) du côté" russe désormais. "Confrontation ou concertation, c'est à Vladimir Poutine de le dire", avait-il jugé, alors que les Européens et les Américains ont promis des sanctions féroces et sans précédent en cas d'attaque contre l'Ukraine. Sur la table, le gazoduc stratégique Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne ou encore l'accès des Russes aux transactions en dollars, monnaie reine des échanges internationaux.

Les Etats-Unis ont par ailleurs saisi le Conseil de sécurité de l'ONU jeudi, réclamant une réunion lundi en raison de la "menace claire" que fait peser à leurs yeux la Russie sur "la paix et la sécurité internationales". Le président Joe Biden a répété de son côté jeudi à son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky que les Etats-Unis et leurs alliés répondraient "résolument" à une invasion russe.

Source Express

**Russie****Contrôle des embargos sur les pays africains : Moscou bloque les groupes d'experts**

**L**e blocage depuis l'été dernier par la Russie du renouvellement de plusieurs groupes d'experts de l'ONU chargés de contrôler des embargos dans des pays africains, jugés trop pro-occidentaux par Moscou, est en voie de résolution sauf pour la Centrafrique, ont indiqué vendredi des diplomates.

« Le groupe pour la Centrafrique reste bloqué, celui pour le Soudan du Sud est en voie d'être réglé », a déclaré à l'AFP un diplomate sous couvert d'anonymat. Fin 2021, des accords entre les membres du Conseil de sécurité de l'ONU étaient intervenus sur la composition des groupes chargés de la République démocratique du Congo et du Mali, selon d'autres diplomates.

Arguant « du manque de diversité géographique » au sein des groupes en question, la Russie avait bloqué longtemps leur renouvellement et donc leur travail d'enquête. L'affectation d'experts est interrompue depuis le 31 août pour la Centrafrique et depuis le 1er juillet pour le Soudan du Sud. Elle l'était depuis le 1er août pour la RDCongo et depuis fin septembre pour le Mali.

Ces groupes, composés d'une petite dizaine d'experts pour chacun d'eux, sont chargés par le Conseil de sécurité de contrôler l'application des embargos sur les armes et des sanctions économiques imposées dans nombre de pays en situation de crise ou de conflit.

Leur travail est essentiel dans la surveillance par la communauté internationale de l'évolution de ces États. Leurs rapports substantiels sont réguliers et s'apparentent souvent à des romans d'espionnage, au vu des faits rapportés et des photos et documents publiés. Le blocage russe est survenu sur fond de tentatives accentuées de Moscou d'accroître son influence en Afrique, dans des pays souvent francophones et considérés comme



**Vladimir Poutine, Président de la Russie**

des précarrés de la France. Sur l'argumentaire de la Russie d'un noyautage des groupes par les Occidentaux, « c'est vrai », admet un diplomate occidental sous couvert d'anonymat. Dans la négociation intervenue ces derniers mois entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni), une proposition d'affecter un Russe dans le groupe d'experts chargés de la Somalie a été retenue, selon une source diplomatique.

Pour la Centrafrique, le sujet reste

ultra-sensible depuis que le dernier groupe d'experts a dénoncé à la mi-2021 des exactions contre des civils attribuées au groupe paramilitaire privé russe Wagner, réputé proche du Kremlin. Dans la négociation, « les Russes sont intransigeants et sans doute contents que le groupe d'experts ne soit pas fonctionnel », indique un diplomate occidental. La mission diplomatique russe n'était pas immédiatement joignable pour un commentaire.

**Source : AFP**

**Monde****Qui sont ces personnalités à la tête d'une puissance mondiale qui n'ont pas d'enfants ?**

Ces hommes ou ces femmes dirigent des pays faisant partie des plus puissants de la planète. Le hic, ils ou elles n'ont pas d'enfants. Qui sont-ils ?

Ils ou elles sont à la tête d'un puissant État mais n'ont pas d'enfants. Toutefois, l'enfant est un don de Dieu comme l'on a coutume de dire chez nous.

**Angela Merkel l'ex-chancelière allemande**

lle a dirigé l'Allemagne de novembre 2005 au 8 décembre 2021. À 67 ans, la chancelière Allemande n'a pas d'enfants malgré deux mariages.

**La vice-présidente des États-Unis Kamala Harris**

Kamala Harris élue vice-présidente des États-Unis le 20 janvier 2021 est marié à l'avocat Doug Emhoff. À 57 ans, elle n'a pas encore d'enfants. Cependant son mari quant à lui a des enfants d'un précédent mariage.

**Le Président Français Emmanuel Macron**

C'est connu de tous, le président français Emmanuel Macron à 44 ans n'a pas encore d'enfants avec son épouse Brigitte, elle âgée de 68 ans. Toutefois cette dernière a des enfants et même des petits-enfants. Nous ignorons les raisons pour lesquelles ils n'ont pas encore d'enfants. Cela ne les empêche pas d'être parmi les chefs d'État les plus respectés dans le monde. Cependant d'aucuns diront que l'on ne peut pas avoir tout dans la vie.

Source ON

#StopCovid19

RESPECTONS  
LES MESURES D'HYGIÈNE  
POUR FAIRE BARRIÈRE AU  
COVID-19

Ne pas se serrer la main

Ne pas saluer avec la main

Respecter les mesures de distanciation

Porter un masque

Numéro vert : 101 / 143 / 125

**France****Chelsea : Roman Abramovich devient le citoyen le plus riche... du Portugal !**

**P**ar l'enchaînement des événements, voilà comment Roman Abramovich bien connu du monde sportif, parce qu'il est le patron des Blues de Chelsea, est devenu la personnalité la plus riche du Portugal, tel que le note le média Publico. Un oligarque russe, résident britannique, citoyen le plus riche du Portugal, quelque chose ne colle pas vraiment dans la description.

### **Roman Abramovich nouveau citoyen portugais**

Il faut alors remonter dans le temps pour comprendre. Persécutés et

chassés pendant l'Inquisition espagnole (1478-1834), les Séfarades (les juifs d'Espagne et du Portugal) ont fui le territoire. C'est une tâche dans son histoire, que le Portugal s'efforce de réparer, en accordant depuis 2015 la nationalité aux descendants des Séfarades. C'est le cas, justement de Roman Abramovich.

### **Un passeport européen pour le patron des Blues de Chelsea**

« Il a prouvé qu'il était un descendant de Juifs séfarades portugais par un certificat délivré

par la communauté israélite de Porto », a récemment confirmé un porte-parole du gouvernement. Roman Abramovich est à la tête d'une fortune estimée à 12,5 milliards d'euros, et à ce titre le huitième propriétaire du foot le plus riche. L'acquisition d'un passeport européen pourrait accélérer certains de ses projets au point mort, comme la construction d'un nouveau stade à 500 millions d'euros. En 2018, l'homme d'affaire de 55 ans a aussi obtenu la nationalité israélienne.

**Source Sport Une**





# Danaya cash en fête

## Allons à Dubaï !

avec Danaya Cash : Carte bancaire prépayée

### Jouez et tentez de gagner :

- 1 séjour tous frais payés\* à Dubaï
- Jusqu'à 300 000 FCFA en bon d'achat
- Et de nombreux lots !



Offre soumise à conditions et valable du 15 déc. 2021 au 28 fév. 2022

\*visa + billet d'avion (A/R) + transfert aéroport - hôtel-aéroport + 04 nuitées + visite touristique et safari offerts.

Service client: 98076 / +225 27 22 40 49 83 / 07 02 98 20 36

